



Prs information

Bulletin interieur d'Information et d'Analyse

SOMMAIRE :

1. ACTUALITE

Y aura-t-il une nouvelle wilaya ?
Elevage et révolution agraire

p. 3 et 4
p. 4 à 6

2. PILLAGE ET GASPILLAGE

Pillage des hydrocarbures
Endettement de l'Algérie

p. 7 à 12
p. 12 à 14

3. SITUATION DES MASSES

Contre les chômeurs et les mendians, le pouvoir
développe la répression
Viande, c'est aussi la pénurie
Le logement à Oran
Grèves et licenciements

p. 15 à 17
p. 17 à 19
p. 19 à 21
p. 21 et 22

4. EN VRAC

p. 23 à 25

5. Dossier

"Histoire du mouvement ouvrier"

p. I à VI.

6. Fiche de lecture

Gunder Frank : "Lumpen bourgeoisie, lumpen
développement".

p. VII à XXII.

ACTUALITE

(3.)

Y AURA-T-IL UNE NOUVELLE WILAYA ?

La vallée de la SOUMMAM qui regroupe les trois daïrates Bejaïa, Akbou et Sidi Aïch de la wilaya de SETIF a été l'objet, ces derniers temps, de plusieurs articles et reportages de la part de certains journalistes d'El Moudjahid. A la lecture de ces différents articles, il apparaît que leurs auteurs n'ont fait que transmettre (présenter) les doléances de la bourgeoisie de Bejaïa.

En effet, les intérêts de la bourgeoisie de la vallée de la SOUMMAM notamment celle de Bejaïa semblent s'opposer à ceux des bourgeois de SETIF sur plusieurs plans :

- sur le plan administratif, la bourgeoisie de Bejaïa voudrait se soustraire à la tutelle de SETIF. Aussi, les journalistes suggèrent-ils une certaine "décentralisation" qui pourrait être réalisée par la constitution d'une nouvelle wilaya dont le chef lieu serait bien entendu Bejaïa. Mais, pour cacher que cette "décentralisation" se ferait au profit des notables de Bejaïa, les pluminifs en question avancent des arguments dans le but de faire croire au lecteur que toute la population de la vallée de la SOUMMAM en profiterait. C'est ainsi qu'on peut lire qu'actuellement "il faut trois à quatre jours aux administrés de la wilaya pour la moindre formalité qui les appelle à SETIF". (El Moudjahid du 26 juillet 1971).

- Mais, c'est surtout sur le plan économique que se justifie la lutte entre les bourgeois de SETIF et ceux de BEJAIA. Ces derniers veulent gérer leurs propres affaires et éviter ainsi de partager les énormes profits qu'ils en tirent avec ceux de SETIF. Or, il semblerait que la bourgeoisie sétifiennes s'est accaparée la plus grande part de ces profits qui proviennent de plusieurs sources notamment :

1) les budgets versés par l'Etat dans le cadre du Programme spécial. A ce sujet, El Moudjahid du 26 juillet 1971 constate "d'une part, une incompréhension indéniable envers les questions qui se posent à la région de Bejaïa et d'autre part une sollicitude plus constante manifestée par les pouvoirs publics envers la région de SETIF, mieux placée de par sa qualité de chef-lieu".

2) les énormes profits que tirent les responsables de l'Etat de l'exploitation des habitants de la wilaya de SETIF sous forme de taxes. C'est ainsi que le journaliste d'El Moudjahid écrit : "sur le plan financier, il a été calculé que la région de BEJAIA pourvoyait pour une très large part aux frais de fonctionnement de la wilaya actuelle ; qu'en retour il ne lui revenait qu'une proportion tout à fait minime d'avantages et que l'effort qui lui était demandé compromettait toutes ses chances de développement".

Cependant, pour que l'objet de cette lutte ne puisse se révéler aux masses populaires de cette région, les bourgeois utilisent des arguments démagogiques. Les journalistes serviles parlent alors de "logique économique et géographique" et vont jusqu'à développer des arguments régionalistes en écrivant que "d'étroites affinités humaines économiques rapprochent la région de Jijel de celle de Bejaïa dans une éventuelle wilaya de Bejaïa qui regrouperait par ailleurs les daïrata actuelles de Kherrata et Bougaâ".

Par de tels arguments, les différents notables voudraient donc amener les populations de la vallée de la SOUMMAM à soutenir leurs revendications. Ce fait est très clair chez un certain TARIK GUERDOUD auteur d'une série de cinq articles qui écrit dans El Moudjahid du 22-23 juillet 1971 "c'est pourquoi ces gens se tournent résolument vers l'avenir. Leur idéal ? Du travail pour tous, des écoles pour leurs enfants, des centres hospitaliers pour se soigner. Habitues aux privations, aux souffrances, ils ne se montrent guère exigeants. Ils sont confiants. Ils seront patients".

Mais, ils cherchent aussi le soutien du "pouvoir révolutionnaire d'Alger". Ceci apparaît dans les nombreuses louanges qu'adressent les auteurs de ces articles aux dirigeants. Ils essaient de faire croire que "le programme spécial se déroule à un rythme normal, que la "révolution industrielle n'est pas un vain mot, etc ...". Autrement dit, ce n'est pas le pouvoir d'Alger que l'on critique, mais plutôt les bourgeois de SETIF qui ont tout reçu du "pouvoir révolutionnaire", mais qui n'ont rien fait pour la région de la SOUMMAM.

Ainsi, en raison de cette lutte qui oppose les notables de SETIF et de Bejaïa, les journalistes d'El Moudjahid ont été amenés à faire des révélations sur le sort des masses de la vallée de la SOUMMAM. Ce qui se dégage à travers leurs témoignages, c'est le grand dénuement dans lequel se trouvent les habitants de cette région. Et, contrairement à ce que voudraient faire croire les plomitifs de service, ce dénuement est le même que celui qui frappe toutes les populations des différentes wilaya de notre pays (voir El Jarida n° 12 et 13).

o o o

ELEVAGE ET REVOLUTION AGRAIRE

Le pouvoir qui envisage, grâce à la révolution agraire d'entreprendre une offensive contre les petits paysans et les paysans sans terre, n'entend pas épargner les petits éleveurs et les bergers. En effet, KAID AHMED, dans un dossier intitulé "le monde rural à l'heure de la révolution agraire" publié dans "Révolution Africaine" (n° 432 du 2 au 8 juin 1972) écrit : "il faut préciser que si le petit éleveur est relativement pauvre, le berger lui, vit nettement au-dessous du minimum vital, par conséquent, la révolution agraire appliquée au secteur pastoral doit prioritairement s'occuper de son sort, au même titre que le khamsa des plaines et des montagnes". Ainsi, la révolution agraire, contrairement à ce qu'avance certains idéologues, au lieu de s'intéresser au sort des gros propriétaires et éleveurs, vise essentiellement les petits éleveurs. Pourquoi ?

Le pouvoir veut aider les gros éleveurs -

Malgré qu'il ne soit pas question des gros éleveurs dans le précédent passage, KAID AHMED en parle dans son article. Ce qu'il veut expliquer à ses amis, gros possédants, comme lui-même, c'est surtout le fait que le pouvoir ne cherche nullement à les déposséder, bien au contraire. Voyons comment il s'y prend :

- d'abord il rappelle les menaces qu'a faites la bourgeoisie d'Etat à la bourgeoisie terrienne, en révélant certains faits :

"le monde pastoral est loin d'être homogène. Il comprend au moins trois catégories : les berger, les petits éleveurs et les gros éleveurs.

Tous les berger qui ont beaucoup d'affinités avec les khammès vivent dans un dénuement absolu, étant donné d'un côté la pauvreté relative des bocages et, de l'autre, l'exploitation éhontée et systématique dont ils font l'objet.

Les petits éleveurs, eux, quoique n'exploitant généralement pas directement leur cheptel, subissent de lourds prélevements de la part de maquignons qui sont souvent eux-mêmes de gros éleveurs.

Ce sont ces derniers qui ont toujours imposé leur loi au monde pastoral. Vivant presque tous dans les agglomérations urbaines, ils jouissent de complicités dans certains milieux du commerce et de l'administration. Généralement, ils obtiennent tout ce qu'ils désirent aussi bien en amont qu'en aval de la production.

Réglant leurs affaires parfois par téléphone, le chéquier invariablement à portée de la main, connaissant à fond les caractéristiques du marché ovin du pays, ces gros éleveurs n'ont d'éleveurs que le nom. Ce sont plus exactement des spéculateurs insatiables, dont le rôle principal est de s'enrichir toujours plus, tant au détriment de la paysannerie que des consommateurs moyens des villes".

Cela est fort étonnant ! KAID AHMED a-t-il oublié qu'il a toujours soutenu qu'il n'y avait pas de classes en Algérie ? En tout cas, ce qu'il vient d'affirmer là est tout à fait le contraire de ce qu'il a toujours avancé. Veut-il simplement redonner confiance aux gros propriétaires en leur expliquant qu'ils ne doivent pas s'inquiéter outre mesure, puisque lui-même gros propriétaire n'a pas peur de prononcer ces paroles ? La suite le confirme puisqu'il explicite alors les raisons de ces menaces.

- Il semble leur dire, en d'autres termes, tranquillisez-vous ! Le pouvoir ne vous reproche pas cette exploitation. Ce qu'il vous reproche c'est, d'une part, le fait que vous viviez "presque tous dans les agglomérations urbaines" et, surtout, le fait de ne pas investir les hauts revenus que vous rapporte cette exploitation dans l'agriculture et l'élevage. En effet, il écrit aussitôt après :

"Si, au moins, leurs hauts revenus étaient investis dans les campagnes, que ce soit au bénéfice de pastoralisme ou à celui de l'agriculture proprement dite ! Or, ces revenus sont drainés vers les centres urbains où ils servent principalement à l'acquisition de biens immobiliers et à d'autres opérations spéculatives".

Voilà qui est très clair : en organisant une campagne sur la révolution agraire, la bourgeoisie d'Etat veut obliger les gros propriétaires à investir dans l'agriculture et l'élevage où la situation a empiré à tel point que le clan du pouvoir s'est senti menacé. Mais, malgré ces pressions, le pouvoir se montre disposé à aider ces gros propriétaires à s'enrichir davantage dans la mesure où ils accepteraient d'investir leurs capitaux dans les campagnes.

En effet, KAID AHMED explique : "C'est l'Etat, bien entendu, qui consentira les plus gros sacrifices, notamment dans les domaines agro-techniques socio-économiques et socio-culturels".

Car, sous prétexte de venir en aide aux petits éleveurs, "l'Etat se propose d'organiser un système de mise en défense des parcours (en vue de mettre un terme à leur dégradation), d'installer des abreuvoirs, de creuser des puits, d'introduire des techniques vétérinaires et de reproduction modernes, de consentir des investissements". Or, cette infrastructure bénéficiera, en premier lieu, aux grands possédants. Il est même ajouté que l'Etat est disposé à "accorder une assistance financière à tout ayant-droit".

L'Etat veut organiser l'exploitation capitaliste des berger et petits éleveurs -

KAID AHMED explique ensuite comment l'Etat compte utiliser en réalité la révolution agraire pour exploiter les petits éleveurs et les berger. En effet, pour ces derniers, il est question de "la création de coopératives pastorales". Mais, comme "d'un côté les intéressés ne sont pas préparés à la gestion comptable et, de l'autre, la tendance à la facilité et à la consommation abusive créeraient rapidement les conditions de l'insolvabilité", il est clairement précisé qu'"il n'est pas question de confier en toute propriété les troupeaux, mais au contraire de faire baser l'association sur les principes d'autogestion, en n'omettant pas toutefois de fixer au départ les conditions de partage des bénéfices nets entre l'Etat et les six membres de la coopérative. De telles précautions éviteraient quantité de malentendus, tout en transformant le pasteur en véritable producteur gestionnaire intégré et conscient".

En réalité, le désir du pouvoir est de transformer le pasteur en véritable salarié, exploitable à merci au profit du plus gros patron en Algérie : l'Etat. Si la bourgeoisie utilise les termes de "partage des bénéfices" et de "producteur-gestionnaire" à la place de salaires et salarié, la raison en est simplement qu'elle prévoit les résistances que ne manqueront pas d'opposer les pasteurs. Aussi, est-elle obligé d'avoir recours à tous les arguments démagogiques pour essayer de convaincre les petits paysans et les berger à accepter le système coopératif. Il est dit, par exemple : "il n'est pas demandé au pasteur qu'une contribution minime qui est à sa portée : l'enthousiasme et le désir de mener une vie meilleure et digne".

Par une telle démagogie, le pouvoir voudrait faire oublier que si, aujourd'hui, le "petit éleveur est relativement pauvre" et que "le berger, lui, vit nettement au-dessous du minimum vital", la cause en est uniquement la politique que ce même pouvoir a choisi depuis l'indépendance. Faire oublier le passé ne lui suffit pas, car il voudrait que, dans les années à venir, les gens qu'il a lui-même ruinés, manifestent de "l'enthousiasme" en allant lui offrir leur force de travail à vil prix sous prétexte qu'ils seraient des "producteurs-gestionnaires". Mais, sa tâche ne sera pas facile. Les petits paysans, les khammès, les petits éleveurs et les berger sauront tirer les leçons des expériences des autres travailleurs, ceux de l'autogestion et ceux des sociétés nationales, qui ont déjà trop subi les frais de cette prétendue théorie de "producteur-gestionnaire".

"Pillage et Gaspillage"

PILLAGE DES HYDROCARBURES

Le Contrat EL PASO - SONATRACH

Le journal *Le Monde* du 30 juin 1972 vient d'annoncer que la commission fédérale de l'énergie a ratifié l'accord passé entre la compagnie américaine EL PASO et la SONATRACH, aux termes duquel les Etats-Unis importeront à partir de 1975 18 milliards de m³ de gaz naturel liquéfié par an pendant 25 ans. Il a fallu donc presque trois ans pour que cette commission donne son accord définitif au contrat EL PASO-SONATRACH. Pourquoi cette lenteur ? Pour le comprendre, il est bon de rappeler toute la campagne d'intoxication qu'a entretenus le pouvoir au sujet de cet accord.

Depuis la signature en octobre 1969 du premier accord EL PASO - SONATRACH, portant sur une quantité de 10 milliards de m³ par an, la presse officielle laissait entendre que l'autorisation de la commission ne serait qu'une simple formalité et cela en raison de la pénurie de gaz naturel qui menace les U.S.A. Le temps mis par la commission pour donner son approbation est donc déjà un démenti flagrant aux allégations du pouvoir. C'est pour cette raison que les journalistes ont dû avoir recours en plus des arguments démagogiques à des prodédes malhonnêtes. Citons un exemple :

En mars 1971, alors que "Le Figaro" du 13 mars 1972 et le "Monde" du 14 mars 1972 annonçaient que "la commission fédérale de l'Énergie (P.F.C.) a autorisé pour la première fois l'importation à long terme aux Etats-Unis de gaz naturel liquéfié en approuvant le projet de la société "Distrigas" d'importer annuellement 435,8 millions de m³ de gaz algérien pendant 20 ans", El Moudjahid du 11 mars 1972 écrivait par contre "le gouvernement américain a autorisé jeudi l'importation annuelle de 15 milliards 400 millions de m³ de gaz naturel liquide algérien pendant les 20 prochaines années pour pallier la réduction dangereuse des approvisionnements américains". Nous voyons donc qu'El Moudjahid a confondu sciemment 435,8 millions de m³ avec 15 milliards 400 millions de m³. Pourtant, "Le Monde" précisait même : "aucune décision n'est encore prise pour le projet beaucoup plus important relatif à l'importation de 15 milliards de m³ de gaz par an".

La manœuvre est claire. Etant incapable de justifier le retard mis par la Commission à donner son accord, la presse a été obligée de recourir aux mensonges. En plus, en insistant sur le fait que les Américains "forts inquiets des perspectives futures quant à la pénurie d'énergie qui va sévir" (El Moudjahid du 30 mars 1972), le pouvoir veut faire croire que la seule raison qui a amené les Américains à s'intéresser aux hydrocarbures algériens c'est la "pénurie d'énergie". Or, comme le note "Le Figaro" du 25 mai 1972, après que la commission chargée d'examiner le projet EL PASO ait donné son avis favorable, "les livraisons de gaz algérien ne doivent représenter en 1977 que 2 % des besoins américains".

Ce faible pourcentage prouve, à lui seul, que les Américains ont pu exercer un chantage sur la bourgeoisie algérienne. Mais, c'est précisément pour essayer de rendre inaperçues les nombreuses tractations et concessions qui ont précédé l'accord définitif que le pouvoir a organisé cette campagne d'intoxication. Cependant, l'impatience manifestée par les bourgeois algériens les a constraint à faire de faux pas. C'est ainsi qu'El Moudjahid du 19 mai 1972 avoua : "la procédure d'approbation du Federal Power Commission est un tel maquis administratif qu'on se demande véritablement s'il existe encore un marché du gaz aux Etats-Unis, en dépit de tous les symptômes d'une crise d'énergie qui se manifestent dans ce pays et des voix hautement autorisées qui en annoncent les signes avant courreurs". Et d'ajouter : "quant à nous, on en vient à s'interroger sur l'existence réelle d'une pénurie d'énergie aux U.S.A., alors que le contrat EL PASO est signé depuis 1969 et que l'on approche des délais des premières livraisons. Espérons que le F.P.C. n'attendra pas que les Etats-Unis soient privées de lumière pour donner son approbation au contrat EL PASO".

En réalité, le F.P.C. a attendu d'obtenir toutes les garanties possibles de la part de l'Etat algérien. D'abord, en ce qui concerne la sécurité des approvisionnements. En répondant au sous-sécrétaire d'Etat U.S. qui affirmait devant les ministres de 23 pays industrialisés du monde occidental (O.C.D.E.) que si les Etats-Unis étaient exportateurs de pétrole jusque dans les années 50, ils sont devenus importateurs depuis 1967, au point que l'économie américaine ne pourrait plus supporter un arrêt de ces importations ; BELAID ABDESSLEM déclara dans El Moudjahid du 27 mai 1972 : "Il est un fait que les pays producteurs rejoignent les idées des pays consommateurs sur la sécurité des approvisionnements. N'est-il pas significatif que l'Algérie au plus fort de la crise avec la France n'a jamais interrompu l'écoulement du pétrole vers ce pays?". Il est donc certain que les Etats-Unis sont menacés de pénurie, mais il n'en est pas moins certain aussi que depuis 1967, ils ont mis en œuvre une stratégie de conquête de nouveaux débouchés dont celui des hydrocarbures algériens. Et, BOUMEDIENNE lui-même, reconnaît indirectement que les Américains ne sont pas étrangers à la dernière crise dont parlait ABDESSLEM. En effet, dans son discours devant le congrès arabe du pétrole qui s'est tenu en mai à Alger, BOUMEDIENNE donne ces précisions : "dans le domaine commercial, l'Etat s'est attaché dès 1967 à prendre en main et à développer l'intégralité du réseau de distribution interne et des produits pétroliers et de leurs dérivés. La société nationale a entrepris en même temps de se placer sur le marché international des hydrocarbures, au point que les efforts déployés dans ce sens nous ont permis non seulement d'écouler tout le pétrole que nous produisons, mais aussi de hisser l'Algérie au rang de premier exportateur de gaz naturel liquéfié. A ce propos, nos immenses réserves de gaz naturel et notre expérience dans le domaine de liquéfaction et la commercialisation de ce produit ont rendu possible la conclusion d'accords importants avec des acheteurs européens et américains et nous conduisent à envisager d'ores et déjà une production qui, dans un proche avenir, dépassera les 30 milliards de m³ an". (El Moudjahid du 28-29 mai 1972). Le fait que BOUMEDIENNE cite la même année "1967" que le sous-sécrétaire américain est bien révélateur de leur étroite collaboration.

Mais, en parlant de "pénurie de gaz", la presse ne voulait-elle pas plutôt faire oublier au lecteur algérien que le marché mondial des hydrocarbures est dominé par les Américains et que pour cette raison la pénurie ne pouvait véritablement les toucher ? Il aurait fallu plutôt parler de la "pénurie des dollars dans les caisses de l'Etat qui a effectivement menacé les bourgeois algériens, cela justement à cause du contrôle du marché par les Américains. A ce sujet, la revue Expansion de mars 1972, après avoir expliqué que l'acte de nationaliser les hydrocarbures a suscité "chez les responsables (algériens) plus de questions qu'il ne paraissait résoudre de problèmes", rappelle d'une façon ironique : "tenir la matière première n'est pas tenir le marché". Or, ceux-ci les responsables algériens ne l'ignorent pas puisque BOUMEDIENNE a expliqué que la SONATRACH a pu "écouler tout le pétrole" et à pu "hisser l'Algérie au rang de premier exportateur de gaz naturel liquéfié". Au prix de quelles concessions ?

Un fait est certain, c'est que dorénavant les responsables algériens appliqueront une politique dictée par le cartel. Un fait rapporté par la revue *Valeurs Actuelles* du 24 au 30 janvier 1972 (n° 1384) le prouve. Celui-ci rapporte en effet que lors des négociations de janvier 1972 entre l'OPEP et les représentants des grandes compagnies internationales (ESSO, SHELL, TEXACO, et B.P.) le délégué algérien a adopté le point de vue du cartel : "l'OPEP a décidé de venir à l'écart des débâts le représentant libyen, M. EZZEDIM MABRUK, pourtant présent à Genève, et le délégué irakien, M. SADOOM HAMMADI. Le représentant de l'Algérie, même, a voté leur éviction : la Standard Oil of New Jersey a passé avec la société algérienne SONATRACH un accord prévoyant la fourniture en quatre ans de 150 millions de barils de pétrole brut d'une valeur de 450 millions de dollars, avec possibilité d'expansion."

On comprend alors pourquoi BOUMEDIENNE, assistant à l'anniversaire de l'évacuation de la base WHEELERS par les Américains, a accepté sans broncher d'être humilié en public par les élucubrations de KHADAFI, lequel prétendit que "la Libye était le seul pays anti-impérialiste du Tiers Monde".

Mais, en dehors du fait que le pouvoir était incapable d'écouler les hydrocarbures et que de plus ses caisses se sont littéralement vidées, les Américains avaient d'autres atouts dans leur jeu. Entre autre le fait que l'exécution de projets du genre de celui d'EL PASO nécessitait d'énormes investissements qui étaient loin d'être à la portée de la SONATRACH. Ils firent alors bien des promesses aux responsables algériens, mais se montrèrent forts réticents pour passer aux actes. Le temps travaillait pour eux et leurs conseillers aussi. Si le pouvoir voulait mettre un terme à sa "pénurie de dollars", il devait se soumettre aux exigences du capital U.S.

De nombreux financiers américains, tel que le président de l'EXIMBANK multiplièrent leurs voyages à Alger en vue de passer au crible les dossiers de différents ministères (Finances, Industrie). Ils réussirent à dicter de nouvelles mesures aux dirigeants algériens, notamment en matière de politique financière. Ainsi, El Moudjahid du 18 avril citait la résolution du Fonds Monétaire International qui félicitait les dirigeants algériens pour leur "courageuse politique d'austérité".

Quelle meilleure preuve peuvent avoir les capitalistes étrangers de la véritable nature anti-populaire du pouvoir algérien en dehors de cette résolution du F.M.I. ? Mais, cela ne leur a pas suffi puisque la campagne sur l'épargne privée devait certainement leur faire croire que le pouvoir avait en plus la confiance des bourgeois algériens. Or, l'accord au projet EL PASO a été donné par les Américains, malgré l'échec de cette campagne. Certainement parce que l'impérialisme U.S. a pu se passer de cette confiance grâce à la subordination des dirigeants algériens à sa politique.

On peut donc affirmer, comme l'a écrit "Le Monde" du 30 juin 1972, si "la plus grande partie du projet sera financée par la banque export-import et un consortium de banques new-yorkaises" que le pillage systématique de notre pays par les américains va bientôt commencer. BOUMEDIENNE, quant à lui, en était au courant depuis fort longtemps puisqu'il a pu avec ses acolytes "envisager d'ores et déjà une production qui, dans un proche avenir, dépassera les 30 milliards de m3/an". Car, il faut bien préciser qu'il n'y a pas qu'EL PASO qui a signé des accords avec le pouvoir.

Les Autres Accords Algéro-américains

Rappelons tout d'abord que la Commonwealth Oil Refining, entreprise pétrochimique implantée à Porto-Rico doit importer pour 8 milliards de dollars

de produits pétroliers sur une période de 25 ans au terme d'un accord signé avec la SONATRACH en décembre 1972, ainsi que celui signé par ESSO (cité ci-dessus). En ce qui concerne ce dernier, la revue Nouvelles Economiques du 31 janvier 1972 écrit : "l'accord entre le groupe ESSO et la SONATRACH témoigne de la nette amélioration des relations d'affaires entre les Etats-Unis et l'Algérie au cours des derniers mois. Le contrat est important sur le plan psychologique en raison du rôle joué par la Standard du New Jersey sur la scène pétrolière mondiale". Ainsi, même cette revue reconnaît le rôle prépondérant du chef de file du cartel.

Mais, d'autres contrats, non moins importants, ont été signés durant les six premiers mois de l'année 1972 par la SONATRACH. Ceci confirme que les Américains ont totalement pris en main la politique pétrolière du pouvoir.

- Ainsi, le groupe américain EXOGAZ a annoncé, le 24 mai, la signature à Alger d'un contrat de vente de gaz naturel liquéfié portant sur une quantité globale de 120 milliards de m³. Les livraisons devront s'étaler sur une période de 22 ans, à compter de l'hiver 1975-1976 et à un rythme de 6 milliards de m³ par an à compter de la troisième année.

- El Moudjahid du 24 mai annonce par ailleurs que la SONATRACH a confirmé la signature d'un accord à long terme stipulant que la GULF OIL CORPORATION à partir de 1972 jusqu'en 1980. Selon certaines sources, le pétrole sera bradé au prix de 2,75 dollars par baril.

- La SONATRACH a aussi signé durant le mois de mai dernier un accord avec GETTY Petróleum, filiale de la GETTY OIL de Los Angeles. Cet accord porte des modifications au protocole de 1968 entre GETTY et la SONATRACH.

- Le 30 mai 1972, EL PASO a annoncé "la conclusion d'un nouveau contrat avec la SONATRACH portant de 42,4 à 56,6 millions de m³ par jour le volume du gaz naturel liquéfié que EL PASO importera d'Algérie". El Moudjahid du 31 mai précise que le nouveau contrat porte, comme les précédents, sur une période de 25 ans. Ainsi, EL PASO importera non pas seulement 15 milliards 400 millions de m³ par an, mais 20 milliards 600 millions de m³ environ par an.

Contrats algéro-européens

C'est aussi vers l'Europe que sera exporté le gaz algérien. En plus de la quantité déjà exportée à partir d'Arzew vers la Grande-Bretagne (1 milliard de m³/an) et la France (0,5 milliard de m³/an) ; de nouveaux accords prévoient l'exportation de quantités beaucoup plus considérables de gaz.

- Après la signature du protocole d'accord conclu entre la SONATRACH et la société espagnole Gas Natural S.A. (voir P.R.S. Information n° 31), El Moudjahid du 15 avril 1972 annonce que l'accord a été signé le 14 avril 1972. Les livraisons devraient commencer à partir du 1974 et s'étaler sur 18 ans. Elles concernent une quantité globale de 23 milliards de m³, soit environ 1,28 milliards de m³ par an, de gaz destiné à être commercialisé en Espagne.

- C'est cependant l'accord, dont le protocole a été signé le 15 mai par la SONATRACH et un consortium de cinq sociétés européennes, qui est de loin le plus gigantesque. En effet, ce contrat prévoit la livraison annuelle de 13 milliards de m³ de gaz sur une période de 20 ans à partir de 1977 à l'Allemagne, la Belgique et la France. Les cinq compagnies européennes sont :

- Bayinsche Ferngs M.B.H. de Munich
- Distrigaz S.A. de Bruxelles
- Gasversorguns Suddentschland de Stuttgart
- Gaz de France
- Saar Ferngas A.G. de Sarrebruck.

Une véritable braderie

En ce qui concerne ce dernier accord, la revue Energie n° 851 du 26 mai 1972 écrit "Gaz de France s'est inscrit pour 2,5 milliards de m³ par an qui complètent le premier contrat de 0,5 milliard (livré au Havre), puis le second de 3,5 milliards destiné à Fos". Ensuite, après avoir noté que "le prix de cession n'est pas divulgué", elle fait remarquer "il faut toutefois supposer que cette valeur est satisfaisante puisqu'elle est acceptée, notamment, par Distrigaz belge qui opère à proximité des gisements hollandais".

El Moudjahid, par contre, s'est contenté dans un article intitulé "L'avenir du gaz" publié le 19 mai 1972, de parler de "crise d'énergie". En tout cas, si DISTRIGAZ a délaissé les gisements hollandais, ce n'est pas pour cette raison, mais bien pour le "prix de cession" qui doit être à coup sûr dérisoire. Il se pourrait d'ailleurs que GAZ DE FRANCE aussi ait décidé de délaisser les 2,5 milliards de m³/an commandés à l'U.R.S.S. à partir de 1978 pour la même raison. En effet, le journal La République écrivait déjà le 17 février 1972, à propos du gaz soviétique : "on sait que depuis l'été dernier le principe de telles importations est définitivement acquis. Cependant, le principal problème demeure celui-là même qui avait fait échouer les négociations en automne 1969 : le coût du transport du gaz de la frontière tchèque en France. C'est pour cela, bien qu'un accord ait été paraphé entre les deux parties, qu'aucun contrat définitif n'a encore pu être signé".

Toutefois, le fait que le gaz soviétique soit plus cher que le gaz algérien ne peut être imputable uniquement au coût du transport, comme le laisse entendre ce journal, mais surtout au fait qu'il sera bradé par les responsables algériens comme cela a été le cas du pétrole. On ne comprendrait pas sinon pourquoi le prix de cession des hydrocarbures algériens ne sont pas divulgués. La SONATRACH qui voulait démentir le prix de 2,75 dollars par baril auquel elle a accepté de céder le pétrole à la GULF OIL CORPORATION s'est contenté de dire : "Conformément à leur politique, les deux compagnies n'entendent pas rendre publics le volume et le prix du pétrole faisant l'objet de cet accord". Drôle de démenti !

On peut même aller plus loin et affirmer que les pays importateurs bénéficieront gratuitement des hydrocarbures algériens avec le jeu des remboursements des intérêts et des capitaux qu'ils auront avancés à l'Etat algérien pour la réalisation de ces contrats.

Endettement de l'Algérie

El Moudjahid du 18 avril 1972 le reconnaît explicitement : "l'endettement extérieur de l'Algérie ne s'est pas cependant aggravé outre mesure. Les experts de la Banque Mondiale comme du Fonds Monétaire International estiment en effet que notre dette extérieure n'est pas excessive au regard de nos exportations et, qu'au contraire, les perspectives d'exportations d'hydrocarbures dans les années à venir vont conférer à notre pays une capacité d'endettement supérieure laquelle garantira le développement continu de nos investissements". Ainsi, El Moudjahid voudrait éluder la question du volume de la dette en ayant recourt à une prétendue "capacité d'endettement" qui n'est en réalité que la mobilisation de la production des richesses naturelles de notre pays au profit des pays capitalistes.

Ces derniers seront ainsi assurés de la sécurité des approvisionnements après avoir avancé des capitaux qui leur reviendront puisque la SONATRACH leur achètera des biens d'équipements destinés à leur livrer les hydrocarbures : ports, oléoducs, gazoducs, méthaniers, tankers, usine de liquéfaction ...

C'est ce que semble vouloir dire la revue Energie en écrivant lors du dernier accord SONATRACH - Europe : "Il restera sans doute à résoudre les problèmes financiers que cet arrangement pose à l'Algérie. Celle-ci se charge de l'investissement local et de la moitié du transport maritime, ce qui représente des investissements dépassant les possibilités de la SONATRACH, déjà engagée dans d'autres lourdes dépenses gazières. La compagnie algérienne devra envisager des concours extérieurs que ses clients auront intérêt à lui faciliter. Après les banques américaines pour les besoins liés au contrat EL PASO, les banques européennes seront à leur tour sollicitées et, selon la coutume, chercheront une solide garantie publique".

Cette revue laisse entendre même que l'épargne nationale au lieu de développer l'Algérie aidera au développement des pays capitalistes. En effet, cette épargne sera utilisée pour "l'investissement local" et "la moitié du transport maritime". Autrement dit, elle évitera aux pays capitalistes des dépenses supplémentaires pour la réalisation de projets destinés à leur approvisionnement en hydrocarbures.

El Moudjahid, lors du même accord a tenu à préciser : "Ce protocole d'accord sera suivi d'autres signatures avec d'autres clients qui pressent vivement l'Algérie de satisfaire à leurs besoins croissants d'énergie".

o o o

ENDETTEMENT DE L'ALGERIE

Le gouvernement algérien a reçu une aide de 7,3 millions de dollars U.S. pour l'année 1972 de la part du P.N.U.D. pour 36 projets : infrastructure (34 %), agriculture (31 %), ressources humaines (24 %), industrie (9,6 %), promotion du commerce (1,4 %).

La B.A.D. (Banque Africaine de Développement) a accordé un prêt de 6 millions de dollars à la C.A.D. (Caisse Algérienne de Développement) dont :

- 3 millions de dollars pour 15 ans à 5,5 % seront affectés à la construction du tronçon nord de la route transsaharienne El-Goléa/Aïn Salah.

- 3 millions de dollars pour 10 ans à 6 % sont affectés à un programme d'élevage bovin dans la région de la Bou-Namoussa et une laiterie à Annaba.

La revue Maghreb n° 50 publie que l'EXIMBANK a annoncé le 18 janvier 1972 qu'elle accepte de financer 41 % des dépenses d'étude du gazoduc trans-méditerranéen.

La Tchécoslovaquie accorde au gouvernement algérien un prêt à long terme de 50 millions de dollars U.S. le 27 mars 1972 pour le "financement de projets industriels et d'infrastructure et d'achat d'équipement en Tchécoslovaquie dans les domaines industriels, miniers des travaux publics, de l'agriculture et de l'hydraulique."

Selon la revue anglaise "Petroleum Press Service" de février 1972, la SONATRACH a bénéficié de "800 millions de dollars U.S. d'emprunts et crédits dans les neuf derniers mois".

A l'occasion de la visite de CEAUSESCU en Algérie, "Le Monde" du 1er avril 1972 a écrit que la Roumanie "a décidé d'accroître des prêts assez substantiels : 100 millions de dollars pour l'Algérie".

Un prêt à moyen terme (cinq ans) de 7 millions de dollars U.S. a été accordé le 6 avril 1972 à la S.N.M.C. (Société Nationale des Matériaux de Constructions) par un consortium de banques internationales dirigé par la MORGAN GUARANTY TRUST of New York et l'Union de Banques Arabes et Françaises (UBAF). Les six autres banques sont : Arab African Bank, Banco di Roma-France, Banque Commerciale pour l'Europe du Nord, Commerz Bank A.G., Frab-Bank International, Sifida Investissement Company S.A. Ce crédit est destiné à financer le projet de béton cellulaire "Siporix" c'est-à-dire à l'achat d'équipements auprès de la société Suédoise SENTABISAB.

Un prêt de 50 millions de dollars U.S. a été accordé le 2 mai 1972 à la B.N.A. par un consortium de banques internationales, dirigé par le groupe Capital Fin International et la Société Financière Européenne. Selon le P.D.G. de la B.N.A. "le secteur des hydrocarbures en sera le principal bénéficiaire". Le prêt est avancé pour sept ans à un taux d'intérêt non révélé, par 22 banques d'Amérique du Nord, d'Europe et du Japon.

"Le Monde" du 30 juin 1972 a annoncé qu'à l'issue de sa visite à Madrid, BOUTEFLIKA "a signé un accord de coopération économique et financière qui prévoit l'octroi à l'Algérie d'un crédit de 40 millions de dollars (environ 200 millions de francs) pour financer l'achat, en Espagne, de biens d'équipements".

Signalons aussi les visites :

d'une mission de la BIRD en Algérie du 21 janvier au 15 février 1972.
de John HUBERT, Vice-Président de l'EXIMBANK des U.S.A. qui a été reçu le 2 mai 1972 au Ministère des Finances "pour discuter des interventions de l'EXIMBANK dans le financement des investissements planifiés".

d'une délégation de 11 représentants des plus importantes banques du Liban, accompagnés d'une délégation de journalistes, sur invitation du Ministère des Finances pour un séjour d'une semaine en Algérie. Le Président de la délégation a déclaré le 25 mai : "l'association doit envisager avec les responsables algériens la possibilité d'investissement de capitaux libanais dans des projets de grands travaux. Le gouvernement algérien a une série de projets qui pourraient intéresser les capitaux libanais. Ces projets sont déjà étudiés planifiés, leurs phases d'exécution sont bien fixés de même que les modalités des prêts et de leur remboursement, autant de facteurs qui non seulement rendent les investissements intéressants, mais les attirent".

Henry KEARNS, Président de l'EXIMBANK arrivé le 5 juin à Alger a été reçu le 6 juin par MAHROUG, par le secrétaire général du ministère de l'Industrie et de l'Energie et par le P.D.G. de la SONATRACH. Il devait "faire le point des financements en cours et explorer de nouveaux champs d'application aux financements de l'EXIMBANK". Il devait poursuivre son séjour le 7 et 8 juin. A son départ, il a laissé entendre qu' "un terrain d'entente a été trouvé pour permettre un développement de l'action de l'EXIMBANK dans l'industrie du gaz liquide".

Ces visites montrent que les prêts déjà accordés n'ont pas suffi au pouvoir et qu'il entend bien augmenter le volume de la dette qui, déjà, semble avoir atteint un niveau inquiétant. Mais, ce fardeau repose sur les épaules des travailleurs et le pouvoir ne s'en soucie guère puisqu'il a déjà prétendu que la "capacité d'endettement" de l'Algérie est beaucoup plus importante. BOUMEDIENNE a même déclaré devant le Congrès Arabe du pétrole : "Au demeurant, les différentes mesures que nous avons prises à l'encontre d'intérêts privés et qui ont conduit à l'élimination de notre pays, de certaines entreprises étrangères, ne procédaient pas d'une attitude d'hostilité systématique envers le capital étranger en tant que tel".

0 0 0

"Situation des MASSES"

(15.)

CONTRE LES CHOMEURS ET LES MENDIANTS, LE POUVOIR DEVELOPPE LA REPRESSEION

La situation des masses populaires dans notre pays est en constante dégradation. Tous les témoignages, y compris ceux recueillis dans la presse du pouvoir qui pourtant s'acharne à masquer les véritables responsables, font état des conditions critiques dans lesquelles vit la majorité de la population. Signalons quelques faits concernant la mendicité et les problèmes de la jeunesse dans les villes :

La mendicité

Elle s'est développée à un tel point qu'elle atteint les jeunes et prend des formes nouvelles. La République du 30 novembre 1971 rapporte qu'à ORAN "les jeunes mendiants ne se contentent plus de tendre la main. Ils adoptent un autre système, importé d'Europe, paraît-il. Il consiste à écrire sur une ardoise ou sur un carton des mots attendrissants pour que pluviennent les pièces d'argent".

Pour faire face à cette situation, le pouvoir a recours à des "campagnes d'assainissement" en créant des "commissions de lutte contre la mendicité". En fait, c'est, pour lui, l'occasion de renforcer son appareil répressif. Selon "La République" du 14 décembre 1971 "une brigade d'intervention de la police vient d'être constituée pour lutter contre la mendicité, la prostitution et les jeunes alcooliques. Tous les jours, des rondes sont effectuées en ville par la police". Quant à El Moudjahid du 6 mai 1972, il déclare de son côté "la campagne d'assainissement ... a pour but d'éliminer la "faune de la capitale".

Malgré cette propagande haineuse, les services de police se heurtent à l'hostilité de la population dont les pluimatifs dénoncent la "passivité" qui étonne le pouvoir.

La caserne CHAABANE d'Oran

Il s'agit d'une ancienne caserne où sont regroupés des mendians, des malades mentaux etc ... D'après "La République" du 24 avril 1972 "il semblerait que le centre "CHAABANE" ait pris depuis quelque temps l'allure d'un asile peu commun où se cotoyaient malades mentaux, contagieux et mendians ramassés ça et là lors de fréquentes randonnées des services communaux".

Devant le nombre croissant des mendians, les responsables ont décidé de fermer la caserne et de jeter les "nécessiteux" dans la rue. Les raisons invoquées par les services de l'A.P.C. dans la prise de cette décision sont "la réfection et la réorganisation du centre d'hébergement".

En réalité, il ne s'agit là que d'un prétexte pour justifier la fermeture car le souci du pouvoir et de ses agents est de débarasser tous ces miliers de chômeurs contraints à la mendicité en les renvoyant dans leur "douar d'origine". D'ailleurs, "La République" du 20 avril 1972 est très explicite à ce sujet : "la caserne CHABANE deviendrait un centre de tri d'où les nécessiteux seraient dirigés soit vers leurs communes d'origine, soit vers leurs proches parents ...".

Quant aux jeunes, surtout dans les villes, leur mécontentement s'exprime par une recrudescence des vols, des crimes, etc ... Chaque jour des jeunes, des enfants même, souvent groupés en "bandes organisées" sont victimes d'arrestations.

A ORAN, par exemple, des enfants sont arrêtés et jugés au tribunal. "Un à un ils défilent devant le Président Rezbi avec un présentiment d'une catastrophe suspendue sur leur tête ... Des mineurs, non, encore des enfants, de tout petits enfants ...".

Ainsi, après avoir été les victimes de la politique du pouvoir qui est la cause de leur dénuement, ces enfants sont encore les victimes de la répression. Un bilan des arrestations publié dans El Moudjahid révèle que sur 107 personnes arrêtées :

- 42 l'ont été pour vol, tentative d'homicide et d'incendie volontaires.
- 11 pour meurtre et blessure (entre autre un garde-champêtre à Relizane)
- 7 pour tentative d'attentat à la pudeur
- 2 pour attaque contre les agents du pouvoir
- 5 pour trafic, détention et usage d'armes et de stupéfiants, etc ...

El Moudjahid du 16 mars se fait l'écho des bourgeois qui voient leur quiétude compromise par "les menaces dont le gangstérisme, le banditisme et le proxénétisme, usent pour étendre leur règne despotique et sanguinaire à des cercles de plus en plus larges de la population. De tels phénomènes doivent, en vérité disparaître dans notre société, un jour ou l'autre, étant évident qu'une société socialiste ne compte généralement pas ce genre de séquelles".

Pour aider à la disparition de "tels phénomènes", le plumitif aux ordres s'acharne à dénoncer "l'agressivité et l'indifférence des algérois face à ces phénomènes". Il constate que "dans les artères de la capitale, on peut vous dévaliser tranquillement sous l'oeil, souvent indifférent, quelquefois amusé, de l'homme de la rue".

Mais, cette "indifférence" est révélatrice de l'hostilité de la population vis à vis du régime. En effet, la population n'est pas dupe. Elle sait que les véritables gangsters, proxénètes et détourneurs des biens du peuple, ce sont ceux qui traînent dans les ministères, les services publics, etc ... "sous des étiquettes respectables", bref les dignitaires du régime et non ceux qui agissent sous la contrainte de la misère.

Pourtant, la presse du pouvoir fait tout pour faire croire à la population le contraire. C'est le cas de ce journaliste qui souligne "le contraste entre le tollé d'indignation que soulèvent les plus petites infractions économiques (et) le châtiment qu'on réclame avec le silence général qui suit l'arrestation de bandes de proxénètes et autres ennemis publics".

D'autres plomitifs vont jusqu'à dénoncer "le manque de civisme de la population, l'absence de toutes notions éducatives chez certains parents" etc ... en affirmant que la pauvreté "ne peut être un critère certain d'actions délictuelle

Et malgré cette propagande mystificatrice, la population réagit. Face à cela, il ne reste au pouvoir que le recours à une répression impitoyable. Tous les prétextes sont bons pour renforcer l'appareil idéologique. Pour les masses c'est là la preuve que le pouvoir actuel a repris à son compte la politique coloniale, avec encore plus de brutalité.

o o o

VIANDE : C'EST AUSSI LA PENURIE !

La pénurie qui sévit sur le marché algérien ne cesse de s'étendre. Chaque jour, les masses algériennes constatent que les produits nécessaires à leur existence disparaissent ou atteignent des prix absolument inabordables.

Le cas de la viande illustre parfaitement cette situation. Selon "La République" du 17 janvier 1972 "A Tlemcen, la viande est très rare, voire inexiste. Sur les 50 artisans-bouchers que compte la ville, quatre seulement en vendent. Les autres magasins sont fermés, ou s'ils sont ouverts, ils n'ont rien sur les étalages. Ces quatre bouchers ouverts ne peuvent à eux seuls ravitailler toute la population de la ville". Il ajoute "cette situation n'est pas propre à la wilaya de Tlemcen, le problème s'étend sur l'ensemble du territoire".

Quand elle existe, la viande est vendue à des prix exorbitants. "Algérie Actualité" rapporte que "tout le monde se plaint. Partout, même à Saïda, fief des ovins, les prix ont crevé le plafond". Le mouton atteint 18 et 20 DA le kg. "Dans ces conditions, tout le monde ne peut pas consommer de viande". Quand on sait que les masses populaires n'ont cessé d'être les victimes directes d'une telle situation, cet aveu d'un journaliste de "La République" signifie que même les bureaucrates et autres petits-bourgeois ont été ces derniers temps touchés par la pénurie et la hausse de prix de la viande. Aussi, cette situation catastrophique, ne pouvant passer inaperçue, est-elle dénoncée et justifiée par les autorités elles-mêmes afin de camoufler leur véritable nature.

La Responsabilité de l'Etat

Selon le directeur du commerce de la wilaya de TLEMCEN "plusieurs causes essentielles sont à la base de la baisse de la production. D'une part les conséquences de la sécheresse qui a sévi l'an passé dans les hauts plateaux et, d'autre part, l'abattage massif intervenu à l'occasion de l'Aïd El Adha". ("La République" du 17 février 1972).

Or, s'il est vrai que le massacre du plus grand nombre de moutons est devenu (dans les rangs de la bourgeoisie algérienne) une signe de distinction, la véritable cause de la baisse générale de la production animale dans notre pays n'en reste pas moins la politique du pouvoir qui a entraîné la destruction des possibilités d'élevage des paysans. Ceux-ci manquent de moyens pour nourrir et protéger le bétail qui devient alors vulnérable aux moindres calamités (exemple de la sécheresse qui a entraîné pour les petits éleveurs la perte quasi-totale de leur cheptel).

Rien n'a été entrepris depuis l'indépendance par le gouvernement pour venir en aide à ces paysans. KAID AHMED lui-même l'a reconnu à l'occasion du lancement de la campagne démagogique de la Révolution agraire : "L'infrastructure de des zones steppiques en matière d'abri (contre les intempéries), d'eau et de soins vétérinaires est nettement médiocre pour ne pas dire dérisoire". Ce qui a eu pour conséquence le fait que "le cheptel est mené par les maladies, la soif et la sous-alimentation". ("Révolution Africaine" n° 432 du 2 au 8 juin 1972).

En plus, l'Etat a mis en œuvre des moyens qui ont ruiné le petit élevage :

- impôt sur le bétail
- interdiction de l'élevage individuel dans les domaines "autogérés"
- création de la caste d'achaba dans les hauts plateaux
- groupement forcé des éleveurs nomades, etc ...
- absence de secours en cas de calamités, ce qui permet aux affairistes sans scrupules de débouiller aux moins fraîches les paysans éleveurs.

A cela s'ajoute le manque de fourrage et les prix exorbitants de l'alimentation du bétail. "Le kilogramme d'orge vaut 80 centimes, soit plus que le kilogramme de blé, l'avoine 70 centimes, et quant à la vesse d'avoine, elle est pratiquement introuvable". ("Algérie Actualité" du 4 mars 1972).

Des centaines de petits éleveurs sont ainsi ruinés. Le marché du bétail (ovin surtout en Algérie) est totalement dominé par les "maquignons" (gros propriétaires détenant l'élevage et le commerce du bétail) et les "chevillards" : affairistes qui exploitent la situation de pénurie pour se remplir les poches.

Aussi, la spéculation bat son plein. Selon "Algérie Actualité" du 4 mars 1972 "une fois le portail franchi, la cargaison (de bêtes) est le plus souvent l'objet de surenchère entre les chevillards. Ce sont les seuls qui soient capables d'acheter tout le troupeau".

Quant aux bouchers, ils "ne pourront choisir leurs bêtes qu'après le le lot soit passé entre les mains de plusieurs intermédiaires". Les prix montent d'une façon vertigineuse. Pour tirer le maximum de profits du bétail ; les propriétaires imposent leurs prix exorbitants aux bouchers et autres petits acheteurs.

A propos de la viande d'agneau, "La République" du 11 mars 1972 note que "les bouchers eux-mêmes l'achètent à 15 DA le kg dans les abattoirs".

Le système de vente est lui même imposé :

- soit à l'unité : "alors seuls les connaisseurs, c'est-à-dire les professionnels peuvent calculer à vue d'oeil le poids de la viande nette qu'ils tireront du mouton dépecé".

- soit alors au poids et le boucher "ne prendra livraison de la marchandise qu'une fois l'abattage opéré".

La pénurie de viande n'est pas seulement passagère dans notre pays et les mesures adaptées par les autorités ne visent qu'à détourner le mécontentement de la population. En effet, des arrêtés sont publiés pour réglementer les prix, mais ils sont caducs. Cela n'est pas étonnant puisque ceux que visent les arrêtés sont la plupart du temps liés (ou parfois les mêmes) à l'appareil d'Etat et aux dirigeants en place. "La République" du 21 mars 1972 avoue que "ces derniers (les chevillards) n'étant limités par aucune règle spéciale se trouvent en position forte et peuvent dans tous les cas majorer les prix officiels".

Ainsi "les chevillards et maquignons se sont entendus pour un prix de 14 DA le kg, alors que le prix taxé est de 12 DA marque violette et de 11 DA marque rouge". (Algérie Actualité du 4 mars 1972). Pourtant, les procès-verbaux pleuvent sur les bouchers souvent contraints à fermer leur boutique.

Nous voyons une fois de plus la véritable nature des autorités algériennes au service des bourgeois de toute sorte qui pour satisfaire leurs appétits sordides de profits n'hésitent pas à ruiner les paysans et à affamer les masses populaires.

o o o

LE LOGEMENT A ORAN

La politique du pouvoir en matière de logement consiste depuis dix ans à contrôler d'une manière définitive et rentable les derniers acquis du peuple au lendemain de l'indépendance. Il s'agit des nombreux logements spontanément occupés par les travailleurs dès 1962.

Une campagne démagogique "d'opération d'assainissement et de recensement" est menée par les agents de l'Etat pour justifier les nombreuses expulsions de locataires. Pourtant, la crise du logement est à son comble. D'ailleurs, un des responsables de l'O.P.H.L.M. M. LOUNES déclare dans El Moudjahid du 23 mai 1972 : "la crise du logement durera. Il s'agit de faire un choix entre les usines qui donnent des possibilités de travail à ceux qui en ont besoin et le logement qui somme toute est un investissement improductif".

Dans la région d'Oran où les services chargés de la gestion des biens de l'Etat sont constamment bondés de gens à la recherche d'un logement "chaque jour" rapporte "La République" du 21 avril 1972, "dans le hall du service des logements, une foule de personnes hommes et femmes assaillent un appariteur qui avait bel et bien besoin de se barricader".

De plus, les gens exaspérés par l'indifférence et le mépris des bureaucrates en viennent souvent à les insulter et même à monter dans les services assaillir le directeur et ses adjoints. C'est pourquoi la réorganisation des services des Biens de l'Etat a été décidée à Oran.

Le changement porte sur les locaux, le nouvel emplacement étant l'ancienne préfecture (sorte de forteresse) et sur les méthodes : dissolution des inspections et création des guichets. En effet, depuis longtemps le public ne s'adressait plus aux inspections de quartiers, inefficaces, préférant faire directement les réclamations concernant les expulsions arbitraires, l'augmentation des loyers et charges, etc ... à l'organisme central.

D'autre part, le recensement de la population et la mise en place de syndics et concierges ont été décidés. Toutes ces mesures visent à créer un instrument efficace pour réaliser les objectifs que poursuit la bourgeoisie en matière de logement. Il s'agit essentiellement :

1) de récupérer les anciens "biens vacants" en expropriant les familles qui les occupent. Plusieurs moyens sont utilisés à cet effet, notamment :

- la calomnie de ces familles pour justifier leur expulsion. Elles sont accusées de ne pas savoir entretenir un logement ; cela sous-entend que seuls les bourgeois doivent disposer d'un appartement pour leur habitation.
- les expulsions pour n'importe quel motif avancé par les services du logement.

"En décembre dernier, 49 expulsions ont eu lieu, en janvier, il y en a eu 162 % par rapport à la même période de l'année dernière. En février, le taux a atteint 77 % seulement pour la simple raison que le tribunal devait siéger une seule fois au terme du mois dernier. Enfin, la brigade de police a procédé à 59 expulsions, ce qui représente près de 280 % par rapport à la même période durant l'année dernière".

(La République du 20 avril 1972).

- l'abandon des immeubles à la dégradation : un service d'entretien existe, mais il ne fonctionne que pour les immeubles des sociétés nationales, des sociétés étrangères ou ceux dans lesquels habitent des hauts fonctionnaires, ceci avec le concours d'entreprises privées. Quant aux immeubles où vivent les masses, ils sont à l'abandon. Ainsi, un immeuble s'est effondré au quartier Saint Pierre faisant six morts et plus de six blessés dont femmes et enfants. Citons aussi la défection du gaz qui a fait plusieurs blessés graves à la cité Dar El Hayat ville nouvelle. Pourtant, dans les deux cas les autorités avaient été prévenues.

2) De profiter de la crise du logement pour s'enrichir sur le dos du peuple. Les loyers augmentent sans cesse et les locataires sont contraints sous peine d'expulsion de verser les arriérés depuis 1962. Selon "La République" du 21 avril 1972 "si actuellement les recettes des biens de l'Etat varient entre 350 et 400 millions d'anciens francs par mois, les responsables pensent réaliser dans un avenir plus ou moins proche des rentrées qui dépasseront largement 500 millions d'anciens francs par mois". Pour obliger les locataires à payer les arriérés de loyers, les responsables du service du logement vont jusqu'à la saisie du montant des loyers sur le salaire des travailleurs des sociétés nationales.

D'autre part, les logements confisqués sont souvent un moyen pour des affairistes sans scrupule (fonctionnaires des ministères) de se remplir les poches en les louant (à des prix forts) à des touristes et à des étrangers.

Mais, l'offensive du pouvoir rencontre l'opposition de la population. Le recensement ne peut avoir lieu du fait de l'hostilité des locataires. Souvent, les gens n'ouvrent pas la porte aux fonctionnaires de l'Etat. Ils savent qu'après leur passage, il y a parfois convocation et menace d'expulsion sous 48 heures.

Quant aux concierges et aux syndics, alors que jusqu'à présent ils existaient sur l'initiative des locataires, c'est l'Etat qui les met en place pour briser la solidarité entre locataires et surveiller la population.

D'après "La République" du 21 avril 1972 "ces difficultés qui ne manquent pas à se présenter sont celles qui existent actuellement. Il s'agit des démenagements clandestins qui sont pour ainsi dire la négation d'un tel fichier (recensement). Les démenagements clandestins, comme toutes les autres infractions possibles sont du ressort du contentieux. Ces syndics et concierges en informant en priorité leur service, qui, à son tour, devra saisir le contentieux".

o o o

GREVES ET LICENCIEMENTS

Tous les ans, le premier mai (à l'occasion de la fête des travailleurs, le pouvoir ne manque pas de prendre quelques décisions destinées à redorer son blason aux yeux des masses. Cette année, il s'agit du réajustement du SMIG (salaire minimum interprofessionnel garanti).

Le SMIG était fixé pour les trois zones de salaires en Algérie (1,3580 DA par heure pour la zone 1) depuis 1963. Il a été porté à 1,36 DA le 2 juillet 1970 pour tout le pays du fait de l'unification des zones de salaires.

Le 1er Mai 1972, le SMIG est passé à 1,70 DA par heure. Selon El Moudjahid du 3 mai 1972 : "La valeur moyenne de 1,73 DA retenue représente sur la base de 40 heures de travail par semaine, un salaire mensuel moyen très légèrement inférieur à 300 DA, revenu mensuel que l'on peut considérer comme un revenu de subsistance ...".

Il est clair en effet qu'une telle mesure n'améliore en rien le sort même de ceux qui en bénéficient, car le même journal note que "parallèlement à la stabilité du SMIG, les prix ont augmenté pour leur part dans des proportions notables".

Il s'agit pour le pouvoir d'endiguer la montée du mécontentement et des luttes des masses qui réagissent de plus en plus contre l'exploitation et la misère qu'elles subissent. En effet, les grèves se multiplient face aux licenciements, au non-paiement des salaires, etc ...

Citons entre autres un employé, père de dix enfants et travaillant depuis 16 ans dans la commune de Douaouda, licencié par le Président de l'APC. La cause est simple : le président accuse cet employé de meneur parce qu'il incite les autres travailleurs à demander leur dû et à ne pas se laisser faire.

A Sidi-Bel-Abbès, la SIAC, une usine de chaussures a fermé ses portes et les deux cents travailleurs se sont retrouvés au chômage depuis plus d'une année. Cette fermeture "remonte à mai 1971, date à laquelle la moitié du personnel a été congédié sous prétexte que la matière première faisait défaut". (La République du 19 avril 1972).

Il poursuit "Un mois plus tard, c'est l'ensemble du collectif qui est mis en congé. Un congé pour lequel les employés devaient toucher la moitié de leur mensualité. En réalité, ce ne fut que promesse sans écho. Jusqu'à ce jour, ils précisent n'avoir rien touché".

L'offensive contre les travailleurs a été menée en règle, baffouant leurs droits sur tous les plans. Selon un travailleur "cela ne peut pas durer, nous n'avons pas de quoi manger, même les allocations familiales nous ont été retirées". Il ajoute "certains anciens de la S.I.A.C. se sont vus refuser l'emploi dans des organismes nationaux sous prétexte qu'une note officielle préconisait le non-recrutement de tout employé de la S.I.A.C.".

A El Ghella, Arzew, Cap Blanc et Moulay Ismaïl 350 ouvriers de six chantiers forestiers attendent de recevoir leur paie qui ne vient pas depuis un mois et demi. L'Administration prétexte les "carences bureaucratiques". Mais, les travailleurs ont réagi et se sont mis en grève. Leur action a été soutenue par les ouvriers de la région ce qui n'a pas manqué de surprendre un plomitif de "La République" du 23 avril 1972 qui constate que "la majorité d'entre eux n'avait aucun sous vaillant en poche. Certains ont parcouru 40 kilomètres à pied pour appuyer les revendications de leurs camarades".

A Oran, 86 travailleurs de Matelas ATLAS ont fait grève pendant la première quinzaine du mois d'avril. Avant la grève, les travailleurs avaient présenté à la direction de l'entreprise une liste de revendications sur laquelle ils réclamaient les points suivants :

- une augmentation de salaire pour tout le personnel
- la création d'une cantine
- l'installation de douches
- la prime de salissure.

La direction refusait, non seulement de prendre en considération aucune des revendications des ouvriers, mais elle menaçait de ne pas donner la paie à la fin du mois si les travailleurs ne cessaient pas de revendiquer. "Elle comptait, de cette façon, en dissuader le personnel sous peine de bloquer les traitements. Un chantage tacite qui n'eut pas les résultats escomptés, puisque c'était sans compter avec la volonté des ouvriers qui avaient décidé de se mettre en grève". (La République du 13 avril 1972).

"En Vrac"

(23.

LE GASPILLAGE DES OLIVES CONTINUE

Cette année, la récolte des olives s'annonçait très prometteuse dans la région de Mostaganem. Si l'on en croit les chiffres cités par El Moudjahid du 23 mars 1972 les prévisions fixaient une récolte de 102 900 quintaux pour l'ensemble de la wilaya. Mais, 83 920 quintaux seulement ont été récoltés à la fin du mois de janvier. Plusieurs daïrate (Relizane, Oued Rhiou, Tighennif) n'ont pas atteint la récolte prévue "pour la simple raison que la récolte était trop souvent perturbée par le refus de réceptionner les produits par l'organisme chargé de cette opération, en l'occurrence l'ONAPO", ajoute ce même journal.

Les capacités de stockage de l'ONAPO qui était chargé de la transformation et de la commercialisation des produits oléicoles sont insuffisantes ; ce qui n'a pas inquiété autre mesure les responsables de l'Office qui "n'a adressé ses commandes (de fûts à olives) qu'en juillet dernier, c'est-à-dire avec quelque trois mois de retard".

Ainsi, une partie de la récolte a été stockée dans des fosses et des caves louées à l'O.N.C.V. Le plumitif du pouvoir reproche à l'ONAPO de ne pas avoir suffisamment organisé la réception de ces produits, s'il le fait, c'est parce que la production est destinée à l'exportation, donc susceptible de rapporter des devises. Rappelons que la plus grande partie de ces olives ont été exportée vers les pays de l'Est, le reste vers la France, le Canada et l'Italie.

Les conséquences de ce gaspillage sont doubles :

- d'une part, il y a une destruction du potentiel oléicole car "les oliviers sont restés trop longtemps chargés de leur fruit, ce qui épuise les réserves de l'arbre", ce qui provoquera "une diminution sensible de la production de l'année prochaine".

- d'autre part, ce sont les travailleurs qui feront les frais de ce gaspillage? El Moudjahid du 23 mars 1972 écrit à leur sujet "ils ont assisté impuissants à une perte considérable de leur récolte". Pourtant, les travailleurs ne veulent pas se laisser faire puisqu'ils refusent de supporter "les conséquences des défaillances qui leur sont étrangères" et ont exigé que les autorités les indemnissent.

STADES, ENCORE DES MORTS ...

Les stades algériens sont de plus en plus le théâtre de bagarres qui se terminent le plus souvent par des meurtres. Au mort du stade d'El Harrach vient de s'ajouter récemment deux victimes : l'une sur un stade de Bejaïa et l'autre à Oran. Ces évènements démontrent clairement le rôle du football algérien comme moyen (développé par le pouvoir) pour d'une part, occuper les jeunes chômeurs les détournant ainsi de leur réalité et, d'autre part, aiguiser le régionalisme et autres divisions au sein de la population.

o O o

ORIENTATION ... OU SELECTION ?

Dorénavant, ce ne sont plus les parents (l'ont-ils toujours fait ?) qui décident de l'orientation de leurs enfants, le pouvoir se substitue à eux. L'éducation nationale lance une semaine d'information pour les élèves du C.M.2. (cours moyen deuxième année) et leurs parents. D'après El Moudjahid du 18 mars 1972 : "l'étape du C.M.2. constitue pour la structure actuelle du système d'éducation une étape importante ... c'est à ce niveau que l'enfant joue pour la première fois son avenir scolaire à partir d'une décision d'orientation." C'est sous-entendu que l'enfant, parce que trop jeune, les parents, parce qu'ils sont ignorants ne peuvent prendre une bonne décision, alors : "ils font donc appel et confiance au maître qui reste actuellement le meilleur vecteur d'une information à porter à l'ensemble des parents et des élèves".

Quelle est donc cette nouvelle structure du système d'éducation ? D'après El Moudjahid du 23 mars 1972, à la fin de l'année scolaire, l'enfant "va devoir passer un examen pour pouvoir entreprendre des études secondaires".

Si l'enfant réussit son examen, et s'il a la chance de continuer pour arriver à la quatrième année du secondaire, il devra franchir encore un barrage plus difficile car il s'agit d' "une étape importante pour l'élève. Elle décidera de son affectation dans des sections du second cycle général ou technique. Il se verra dans certains cas dirigé vers une école de métier ou un Institut de Technologie".

Ainsi, le but de cette "orientation" n'est rien d'autre que répondre "aux exigences de la technologie avancée de l'impérialisme". (EL JARIDA N° 10-11).

C'est là également une manière indirecte de résoudre les besoins en équipements scolaires puisqu'une forte sélection a pour résultat l'élimination d'un grand nombre d'élèves.

o O o

UN VOL MANIFESTE

Un lecteur d'El Moudjahid signale dans sa lettre du 28 avril 1972 que la ligne de transport S.N.T.R. reliant chaque jour Alger-Hassi Messaoud a été ouverte. Mais, il précise que "les tarifs pratiqués ne permettent pas à plusieurs couches de la population d'emprunter ces autocars pour plusieurs raisons : prix excessivement élevés, identiques à ceux des voitures de location".

D'autre part, ce même lecteur dénonce l'abus pratiqué sur les prix. C'est ainsi que le voyageur "en prenant l'autocar à 40 km avant d'arriver à l'arrêt suivant est obligé de payer tout l'itinéraire. Exemple : si on monte à 50 km avant d'arriver à Touggourt, il faut payer de Biskra à Touggourt, soit 24 DA. Au prix du transport viennent s'ajouter les frais de bagages".

Il signale aussi la mauvaise conduite de certains receveurs à l'égard des masses.

Ce témoignage nous montre une pratique courante des "sociétés nationales" le vol manifeste et le mépris à l'égard du peuple.

o o o

DES OUVRIERS SANS SALAIRE

Une des pratiques que les bourgeois utilisaient pour s'enrichir rapidement dans notre pays est de faire travailler les ouvriers sans les payer. Dans une lettre écrite à El Moudjahid du 19 mai 1972 un des ouvriers s'indigne devant de tels procédés et dénonce l'exploitation dont ils sont l'objet ses camarades et lui.

"Nous travaillons dans une société privée S.T.A.R.P. (Service Terrassement et Route Pétrolière) dont le siège se trouve au 16 avenue Claude Debussy Alger.

Depuis huit mois, nous n'avons pas reçu un semblant de paye. Alors que, parmi nous, certains sont pères de famille nombreuse. Si nous avons tant attendu, c'est que le "patron" usait de la tactique habituelle des exploitants capitalistes, remettre au jour le jour et promettre monts et merveilles. De plus, nous travaillons au Sud et c'est plutôt difficile pour faire des réclamations."

o o o

Histoire du Mouvement Ouvrier

ORIGINE ET SIGNIFICATION DU 1er MAI POUR LE MOUVEMENT OUVRIER

Aujourd'hui, le 1er mai est célébré de plusieurs façons à travers le monde. Pour les uns, c'est la fête du muguet, pour d'autres c'est l'occasion de tromper une fois de plus leurs peuples par des discours démagogiques.

En Algérie, le 1er mai, cette année, a été placé sous le signe du folklore et de la "Révolution agraire". Le pouvoir a fait défiler les travailleurs dans des "costumes" et des "chars" fleuris. A cette occasion, on a même créé un "prix de la Révolution Socialiste" pour récompenser l'entreprise qui aura présenté les meilleurs "chars" et "costumes".

On a entendu également beaucoup de discours qui promettent la "promotion de nos campagnes" et BOUMEDIENNE n'hésite pas à déclarer qu' "qu'il est inconcevable qu'une partie de ce peuple vive dans l'opulence et l'autre continue de se débattre dans la misère et le sous-développement". (*El Moudjahid* du 2 mai 1972). Et d'ajouter "c'est par le travail que notre peuple connaîtra le progrès" oubliant sans doute la grande masse de chômeurs qui ne demandent qu'à travailler.

Voilà ce qu'est devenu le 1er mai après qu'il eut été récupéré et dénaturé par la bourgeoisie. Il est temps de dire la vérité sur cet événement historique qu'est le 1er mai. Pour bien comprendre la véritable signification de cette journée, nous devons la placer dans son contexte historique.

Naissance et lutte du prolétariat

Avec la formation et le développement du capitalisme industriel naquit le prolétariat et grandit avec lui pour devenir une force importante quantitativement et qualitativement car :

"DE TOUTES LES CLASSES QUI, A L'HEURE PRÉSENTE, S'OPPOSENT A LA BOURGEOISIE, LE PROLETARIAT SEUL EST UNE CLASSE VRAIMENT REVOLUTIONNAIRE. LES AUTRES CLASSES PERICLITENT ET PERISSENT AVEC LA GRANDE INDUSTRIE ; LE PROLETARIAT, AU CONTRAIRE, EN EST LE PRODUIT LE PLUS AUTHENTIQUE".

(Manifeste du Parti Communiste, page 45. Ed. de Pékin).

Les armes que le prolétariat possède, notamment la grève, il les a acquises au cours d'une longue pratique de luttes de classes. En effet, au début du mouvement ouvrier, seuls quelques travailleurs isolés combattaient. Ensuite, ce sont des ouvriers d'une même fabrique, enfin les ouvriers d'une même industrie qui luttaient contre la bourgeoisie qui les exploitait.

La réaction des ouvriers à l'oppression et à l'exploitation capitaliste était violente. Elle était non seulement dirigée contre les capitalistes, mais aussi contre leurs moyens de production. C'est ainsi que dans des mouvements de révolte, les ouvriers étaient amenés à détruire les marchandises étrangères (pour éviter la concurrence des leurs), brisaient les machines, brûlaient les fabriques et tentaient de reprendre la position perdue du petit artisan. MARX écrit dans LE CAPITAL (Livre 1, tome 1, page 265) :

"IL FAUT, EN EFFET, DES SIECLES POUR QUE LE TRAVAILLEUR "LIBRE", PAR SUITE DU DEVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION CAPITALISTE, SE PRETE VOLONTAIREMENT, C'EST-A-DIRE SOIT CONTRAINT SOCIALEMENT A VENDRE TOUT SON TEMPS DE VIE ACTIVE, SA CAPACITE DE TRAVAIL ELLE MEME, POUR LE PRIX DE SES MOYENS DE SUBSISTANCE HABITUELLE, SON DROIT D'AINESSE POUR UN PLAT DE LENTILLES".

Pour arriver à leur fin, les bourgeois utilisèrent l'ETAT, cette machine d'oppression et de domination, pour contraindre les ouvriers à de longues journées de travail. De plus, le capitalisme, en se développant a permis, d'une part, à une minorité de bourgeois possédant les moyens de production de s'enrichir d'avantage et, d'autre part, il a contraint des millions d'hommes, de femmes et d'enfants n'ayant que leurs bras à vendre, à vivre dans la misère. Par conséquent, un des caractères du capitalisme, c'est que d'un côté, il s'est bâti et développé sur le sang, le vol, la violence et le pillage des richesses des pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique et, de l'autre, par l'expropriation des paysans, les réduisant ainsi à l'état de prolétaires pour pouvoir exploiter cette force de travail devenue disponible.

C'est ainsi que, pendant longtemps, tout un ensemble de lois sera mis en place par la bourgeoisie afin de faciliter l'exploitation, sans d'autre limite que celle de la résistance physiologique. Il est arrivé plusieurs fois qu'au bout de 18 heures de travail, n'ayant plus la force de marcher pour rentrer chez eux, des ouvriers passaient leurs nuits dans la fabrique pour reprendre leur poste six heures plus tard. Cette situation avait pour conséquence pour la classe ouvrière, un déperissement et une mort prématurée chez les adultes, voire même la disparition de certaines catégories d'ouvriers pratiquant des métiers pénibles et sur lesquels s'exerçaient une surexplotation.

En effet, l'exploitation féroce auxquels se livrent les capitalistes n'a d'égal que leur soif de profits. C'est pour cela que MARX définit le capitalisme comme un "VAMPIRE QUI LE (TRAVAILLEUR) SUCE, NE LE LACHE POINT TANT QU'IL LUI RESTE UN MUSCLE, UN NERF, UNE GOUTTE DE SANG A EXPLOITER". (Le Capital, Livre 1, Tome 1, chapitre X).

Mais, dès que la classe ouvrière commença à sortir de l'abrutissement de la production, elle opposa une résistance à la bourgeoisie, notamment dans les pays où s'implantait la grande industrie, comme l'Angleterre. Mais, pendant toute une période la lutte des ouvriers était orientée pour créer les "trades-union".

A son premier congrès 1833-1834, Robert OWEN fut élu président. Ce dernier a soutenu non seulement la nécessité d'une journée de travail, mais établi la journée de 10 heures dans sa fabrique de New Lamarck en Ecosse.

Cependant, à partir de 1833, on assistera à une montée des luttes et d'importantes grèves eurent lieu, notamment celles de "L'Union des Tailleurs de Londres" à laquelle prirent part 20 000 ouvriers ; des "gaziers de Londres" qui plongèrent Westminster dans l'obscurité pendant plusieurs jours en 1834, etc ...

Les ouvriers manufacturiers, surtout depuis 1838 avaient fait "du bild des dix heures" leur cri de ralliement économique, comme ils avaient fait de la "Charte" leur ralliement politique. Ainsi, c'est donc au prix d'immenses sacrifices que la journée de dix heures devint une réalité. C'est pour cela que MARX écrit à ce sujet :

"LA CREATION D'UNE JOURNÉE DE TRAVAIL NORMALE EST PAR CONSEQUENT LE RESULTAT D'UNE GUERRE CIVILE LONGUE OPINIATRE ET PLUS OU MOINS DISSIMULEE ENTRE LA CLASSE DES CAPITALISTES ET LA CLASSE OUVRIERE".

(Le Capital, Livre 1, tome 1, chapitre X).

Les patrons, de leur côté, utilisaient les pires procédés pour maintenir leur exploitation : licenciements, baisse des salaires, etc ... obligeant ainsi les ouvriers endettés à rechercher des heures supplémentaires. Aussi, il faut attendre le 1er juillet 1848 pour que la loi des dix heures entre en vigueur en Angleterre.

EN FRANCE, la révolution de février 1848 venait d'être écrasée dans le sang (juin 1848). Un mouvement de répression contre la classe ouvrière s'en suivit et se confirme sur l'ensemble du continent européen et eut aussi des répercussions sur les pays colonisés par une accentuation de l'oppression et de l'exploitation.

Au U.S.A., les ouvriers ne pouvaient lutter pour leurs propres intérêts tant que "L'ESCLAVAGE SOUILLAIT UNE PARTIE DU SOL DE LA REPUBLIQUE" et tant que ". TRAVAIL SOUS P AU NOIRE EST STIGMATISE ET FLETRI". (Le Capital, Livre 1, Tome 1, page 294).

Il fallut attendre la fin de la guerre civile (1861-1865) qui a aboli le système esclavagiste dans les Etats du Sud pour qu'une grande agitation autour des "huitheures" se développât et devint le mot d'ordre de tous les ouvriers des pays de "L'Union". Le résultat de cette agitation fut la réunion du Congrès des ouvriers de Baltimore (18 août 1866) dont la déclaration fut reprise par MARX :

"LE PREMIER ET LE PLUS GRAND BESOIN DU PRESENT, POUR DELIVRER LE TRAVAIL DE CE PAYS DE L'ESCLAVAGE CAPITALISTE, EST LA PROMULGATION D'UNE LOI D'APRES LAQUELLE LA JOURNÉE DE TRAVAIL DOIT SE COMPOSER DE HUIT HEURES DANS TOUS LES ETATS DE L'UNION AMERICAINE. NOUS SOMMES DECIDES A METTRE EN OEUVRE TOUTES NOS FORCES JUSQU'A CE QUE CE GLORIEUX RESULTAT SOIT ATTEINT".

(Le Capital, Livre 1, Tome 1, page 294).

A la même période, septembre 1866, s'ouvrait à GENEVE (Suisse) le Congrès de l'Association Internationale des Travailleurs dont MARX et ENGELS furent les principaux fondateurs en 1864.

A ce Congrès, une décision semblable à celle des ouvriers de BALTIMORE a été adoptée :

"NOUS DECLARONS QUE LA LIMITE DE LA JOURNÉE DE HUIT HEURES EST LA CONDITION PREALABLE SANS LAQUELLE TOUS LES EFFORTS EN VUE DE L'EMANCIPATION DOIVENT ECHOUER. NOUS PROPOSONS HUIT HEURES POUR LIMITE LEGALE DE LA JOURNÉE DE TRAVAIL".

(Le Capital, Livre I, Tome 1, page 295).

Cette revendication a contribué à l'unification du mouvement ouvrier des deux côtés de l'Atlantique. Ainsi, grâce à leur lutte, une partie des ouvriers de CHICAGO ne travaillait que 8 heures par jour et, celà, dès 1869.

La Commune de Paris (1871) qui a fait "table rase" de l'Etat bourgeois et qui commença à instaurer le premier Etat ouvrier, a permis au prolétariat international de prendre conscience de sa force, de sa capacité à prendre son sort en mains. Les idées de la Commune se propagèrent à travers le monde grâce à la Première Internationale qui en assura la diffusion et permirent de renforcer le mouvement ouvrier.

C'est ainsi que le 13 janvier 1872 eut lieu une grève à laquelle plus de 100 000 chômeurs ont participé et où plusieurs fédérations furent organisées dans les rues de New York. En 1884, la Convention de Chicago "du Congrès national du Travail" prit une décision fixant une date limite pour l'application de la journée de huit heures et décréta une grève générale pour le 1er mai 1886. Cette date a été choisie car "la fin avril marque l'expiration des contrats en tous genres, que ce soit les contrats de location des logements, de fermage pour les paysans, de travail à l'usine pour les ouvriers etc ... et tout naturellement, on faisait partir du début mai les nouveaux contrats signés". (Vie Ouvrière du 3 mai 1972).

En mai 1886, sur 110 000 ouvriers qui prirent part à la grève, près de la moitié obtinrent une réduction des heures de travail et d'autres avantages.

LE MASSACRE DE CHICAGO -

Entre temps, le 16 février 1886 un conflit opposait les ouvriers de l'usine de MAC CANNICK à Chicago à la direction, suite à son refus de la journée de huit heures. Pour faire face à cette attitude, les travailleurs déclenchèrent un mouvement de grève. A cette occasion, 12 000 ouvriers furent mis au chômage. Ces derniers organisèrent dans la journée du samedi 1er mai 1886 des rassemblements où de nombreux orateurs prirent la parole notamment FIELDEN, PARSONS collaborateurs de l'Arbeiter-Leitung (journal des ouvriers). Mais, quand les travailleurs se présentèrent à leur travail le lundi, ils trouvèrent d'importantes forces de police devant l'usine pour protéger les briseurs de grève puisés rapidement dans "l'armée de réserve". Aussitôt, des incidents opposant les forces de police d'un côté et les ouvriers grévistes de l'autre eurent lieu et plusieurs travailleurs furent tués. A l'annonce de ce massacre, une importante manifestation de solidarité fut organisée. Le journal des ouvriers publiait la déclaration suivante : "La guerre de classe est commencée. Des ouvriers ont été fusillés hier devant l'établissement M. CANNICK. Leur sang crie vengeance ! Le doute n'est plus possible. Les bêtes fauves qui nous gouvernent sont avides du sang des travailleurs ! Mais, les travailleurs ne sont pas du bétail d'abattoir. A la terreur blanche, ils répondront par la terreur rouge. Mieux mourir que vivre dans la misère ! .

Puisqu'on nous mitraille, répondons de manière que nos maîtres en gardent longtemps un souvenir. La situation nous fait un devoir de prendre les armes ! Hier soir, pendant que les femmes et les enfants pleuraient leurs maris et leurs pères tombés sous les balles des assassins, les riches emplissaient leurs verres et buvaient dans leurs somptueuses demeures, à la santé des bandits de l'ordre social ... Séchez vos larmes, femmes et enfants qui pleurez ! Esclaves, haut le cœur ! Vive l'insurrection". (Vie ouvrière 1914).

Après cet appel, un important meeting eut lieu. Mais des provocateurs réussirent à s'introduire parmi les travailleurs et provoquèrent des incidents qui permirent aux forces de police de tirer sur la foule et de procéder à plusieurs arrestations parmi les organisateurs comme Auguste SPIES, Georges ENGEL etc ...

Bien qu'aucune preuve n'ait été retenue contre eux, les juges les accusèrent d'avoir été à l'origine des incidents meurtriers. Mais, les dirigeants du mouvement syndical organisèrent leur défense et dressèrent un violent réquisitoire contre la société capitaliste, contre ses méfaits, ses injustices et son système d'exploitation. L'un d'eux, Samuel FEELDEN déclara :

"Il y a dans Chicago de beaux monuments qui marquent le progrès. C'est dans ces palais que vous habitez. Eh bien, il est difficile de passer dans une rue où, moi, je n'ai pas produit quelque chose de mes propres mains. Cependant, lorsque vous nous accusez, vous le faites en prétendant que nous voulons vivre sans travailler ... Mais, pour nous, vous n'êtes pas les juges. A l'avance, vous nous avez condamnés. Plus tard, vous serez jugés par un jury qui vous déclarera coupables à votre tour. Aujourd'hui, nos idées ne sont pas encore bien comprises, mais déjà on est convaincu qu'elles expriment la vérité".

A l'issue de ce procès, certains furent condamnés à mort et exécutés, notamment FIELDEN, Oscar NEEBE et Michel SCHWAB, et d'autres à la prison à vie. Mais, quelques années plus tard, les juges bourgeois devaient reconnaître officiellement leur "erreur" et durent libérer ceux qui restaient encore en prison et réhabiliter ceux qui étaient morts.

Mais, malgré la répression, les travailleurs ont continué à lutter et dès décembre 1888 le Congrès de "L'American Federation of Labour" lançait de nouveau un appel pour la journée de huit heures et décide comme date limite le 1er mai 1890.

Dans le même temps, le premier congrès de la Deuxième Internationale se tenait à Paris (1889). Ce congrès adopta une résolution relative au 1er mai :

"Il sera organisé une manifestation internationale à date fixe de manière que dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois, le même jour convenu, les travailleurs mettent les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement à huit heures la journée de travail. Les travailleurs des diverses nations auront à accomplir cette manifestation dans les conditions qui leur sont imposées par la situation spéciale de leur pays".

C'est ainsi que la date du 1er mai fut choisie comme une journée de lutte et de solidarité internationale. Quand ce jour vint, effectivement, dans tous les pays, les travailleurs sont descendus dans la rue exprimer leur désir d'union, de solidarité et leur volonté de mettre fin au système qui les opprime. A cette occasion, ENGELS écrivait :

"LE PROLETARIAT D'EUROPE ET D'AMERIQUE PASSE LA REVUE DE SES FORCES, POUR LA PREMIERE FOIS MOBILISEES EN UNE SEULE ARMEE, SOUS LE MEME DRAPEAU ET POUR LE MEME BUT IMMEDIAT, LA FIXATION LEGALE DE LA JOURNÉE NORMALE DE HUIT HEURES, PROCLAMÉE DES 1866 PAR LE CONGRÈS DE L'INTER, TENU A GENEVE ET DE NOUVEAU PAR LE CONGRÈS OUVRIER DE PARIS EN 1889. LE SPECTACLE DE CETTE JOURNÉE MONTRETA AUX CAPITALISTES ET AUX PROPRIÉTAIRES FONCIERS DE TOUS LES PAYS QUE LES PROLETAIRES SONT EFFECTIVEMENT UNIS".

(Le Manifeste du Parti Communiste, Editions de Pékin).

Aujourd'hui, le 1er Mai est dénaturé et récupéré par la bourgeoisie. Pour elle, c'est l'occasion de se faire applaudir par ceux-là même qu'elle exploite.

Mais, ceci n'est rendu possible que par l'absence totale de liberté politique et syndicale. Aussi, les travailleurs et les militants socialistes algériens doivent s'inspirer des expériences du mouvement ouvrier et mener une lutte implacable contre les mystificateurs et les exploiteurs de l'histoire.

o o o

Prochain Article

REPÈRE HISTORIQUE SUR LE MOUVEMENT OUVRIER

EN ALGERIE

o o o

André-Gunder FRANK est né le 24 février 1929 à BERLIN. Après avoir étudié l'économie et l'économie politique aux U.S.A., il occupe son premier poste d'enseignant à l'Université de CHICAGO en 1954. Depuis, il enseignera dans différentes universités entre autres celle du MICHIGAN (U.S.A.) en 1957-1961, de Brasilia (Brésil) en 1963 et au Chili en 1970.

Auteur de plusieurs livres, notamment : "CAPITALISME ET SOUS-DEVELOPPEMENT EN AMERIQUE LATINE" Editions Maspéro 1968 ; "AMERIQUE LATINE : SOUS-DEVELOPPEMENT OU REVOLUTION" et "DEVELOPPEMENT DU SOUS-DEVELOPPEMENT" Maspéro 1970 ; son dernier livre "LUMPEN BOURGEOISIE LUMPEN DEVELOPPEMENT" Maspéro 1971 est l'objet d'une fiche de lecture.

L'œuvre de Gunder FRANK est d'une importance considérable pour celui qui veut comprendre les phénomènes du sous-développement, particulièrement en Amérique Latine. En effet, à travers son œuvre se dégage une nouvelle théorie d'interprétation du sous-développement ; aussi est-il l'objet de plusieurs critiques suscitant chez les uns des réserves, chez d'autres de l'enthousiasme. Citons seulement celle publiée par le département de Philosophie de l'Université de la Havane à propos de son livre "CAPITALISME ET SOUS-DEVELOPPEMENT EN AMERIQUE LATINE" :

"André-Gunder FRANK est un des plus importants analystes du sous-développement. Le mérite scientifique de Gunder FRANK réside dans le sérieux avec lequel il attaque les problèmes dans leur essence, au lieu de se livrer aux expositions empiristes habituelles de la misère du continent, ou aux protestations également fuites contre les supposés retards précapitalistes ce qui, en dépit de la bonne volonté de nombreux intellectuels de gauche fonctionne comme une apologie du système, comme critique de l'intérieur.

Ce qui est nouveau dans ce livre, sur le plan théorique, a comme point de départ le concept de l'unité mondiale du système d'exploitation capitaliste ...".

André GUNDER FRANK

LUMPEN BOURGEOISIE LUMPEN DEVELOPPEMENT

Dès l'introduction, GUNDER FRANK se propose "d'examiner les faits qui ont déterminé chaque étape principale de l'histoire de l'Amérique Latine depuis la conquête en soutenant la triple thèse suivante" :

1) La conquête plaça toute l'Amérique Latine en position de subordination croissante et de dépendance économique, coloniale et néocoloniale par rapport au système mondial unique du capitalisme commercial.

2) La formation et la transformation des structures économique sociale et culturelle, liées aux différentes étapes de la colonisation.

3) Ces structures déterminent les intérêts des classes et ont pour conséquence le développement du sous-développement dans tous les domaines (économique social et politique)."

Tous les chapitres qui vont suivre tendront à démontrer ces trois thèses de l'auteur.

Dans le premier chapitre qui est consacré à l'analyse de la structure coloniale, GUNDER FRANK commence par réfuter certaines thèses bourgeoisées qui veulent expliquer que le sous-développement de l'Amérique Latine est le résultat "de la transplantation des institutions rétrogrades d'une féodalité ibérique décadente" et le développement de l'Amérique du Nord par "la transplantation des institutions progressistes du capitalisme anglais".

La deuxième thèse est celle qui veut que l'Amérique du Nord est colonisée par des "protestants à l'esprit entreprenant" et l'Amérique Latine par des "catholiques nonchalants".

GUNDER FRANK rejette ces deux thèses en s'appuyant sur le fait que la première manque de validité historique et pour la deuxième en analysant les raisons de la colonisation de l'Amérique Latine et de l'Amérique du Nord. Pour expliquer le but de la conquête espagnole, l'auteur cite un économiste anglais, Adam Smith (1723-1790) "toutes les entreprises espagnoles dans le nouveau monde, après celles de Christophe Colomb, paraissent avoir eu pour occasion le même motif. Ce fut la soif sacrée de l'or qui conduisit OJEDA, VASCO NUNES de Balbao et NIMESA à l'Isthme de Darien, COSTES au Mexique, ALMAGRO et PAZARRE au Chili et au Pérou". Et que ces colonisateurs n'ont pu tirer des profits des mines d'or et d'argent en exploitant la main d'œuvre indigène et en prenant avantage de leur organisation sociale.

Par contre, les Anglais qui s'établirent en Amérique du Nord n'y "exploitèrent pas le minerai exactement pour les mêmes raisons, non qu'ils ne le voulaient pas, mais parce qu'ils ne le pouvaient pas. Et pourquoi les Portugais, les Français et, aussi, les Anglais créèrent-ils des plantations de canne à sucre au Brésil et

.1.

dans les Antilles, et de coton au Sud de l'Amérique du Nord ? Parce qu'ils ne purent exploiter des mines, mais purent, en revanche, tirer parti du climat pour exploiter une main d'œuvre servile au profit d'une économie d'exploitation, tant qu'ils leur fut possible de pourvoir ces régions d'une telle main d'œuvre, en l'important d'Afrique." La conclusion fondamentale qu'en tire l'auteur est : "plus la richesse à exploiter fut grande, plus la région en est aujourd'hui appauvrie et sous-développée ; plus la colonie fut pauvre, plus la région est aujourd'hui riche et développée." Et il explique cela en disant : "que le sous-développement est le produit de l'exploitation de la structure de colonie et de classe fondée sur la surexploitation et le développement fut possible là où cette structure de sous-développement ne peut s'implanter par impossibilité."

Donc, le sous-développement est dû, comme il apparaît dans nos analyses, à l'installation des pompes aspirantes et là où elles n'ont pu être installées le développement a été possible. Pour étayer son analyse, GUNDER FRANK cite l'exemple de la Colombie. Dans ce pays : "jusqu'au milieu du siècle dernier, les manufactures et la riche agriculture de la région orientale où les grandes propriétés foncières n'existaient pas, contrastait avec la pénurie de la région occidentale où prédominaient les mines et la région centrale, lieu de la grande propriété foncière." L'existence d'une certaine aisance dans la région orientale s'explique par le fait que l'économie de cette région n'était pas orientée vers l'exportation. Ce fut le cas également de la population de la Barbade qui put conserver des conditions d'existence moins dégradées, tant que sa production n'était pas orientée vers le marché étranger. Mais, "quand prévalut l'industrie de la canne à sucre (donc d'exportation), ces conditions saines s'altérèrent. L'économie sucrière exige pour réussir de vastes étendues de terres et une grande offre de main d'œuvre, le système hollandais de crédits à long terme donna aux plus riches la possibilité d'obtenir l'un et l'autre." C'est ainsi qu'à partir de ce moment là, et, compte-tenu des conditions exigées pour installer une centrale sucrière, les petits propriétaires vont disparaître et la terre sera concentrée entre quelques mains. L'une des conséquences immédiates fut qu'en peu de temps, "12 000 chefs de famille avaient quitté l'île pour d'autres régions et que le nombre de propriétaires fonciers avait décrû de 11 200 petits propriétaires en 1645 à 745 grands propriétaires en 1677; tandis qu'au cours de la même période, les esclaves noirs s'étaient accru de 5 680 à 82 023." Comme le souligne GUNDER FRANK, les régions qui "sont marquées par le lumpen-développement (extrême sous-développement) sont celles que caractérisa l'exploitation des ressources naturelles avant tout les ressources humaines, en fonction d'une économie d'exportation."

Partant de là, l'auteur explique la structure de l'économie et de celle en Amérique Latine dans le degré et le type de dépendance envers la Métropole, dans l'ensemble du système capitaliste mondial. Pour cela, il cite un autre auteur argentin "les mines, l'agriculture tropicale, la pêche, la chasse et l'exploitation des forêts (toutes en fonction directe de l'exportation) furent les industries où se développèrent dans les économies coloniales et qui, par conséquent, attirèrent les ressources financières et la main d'œuvre disponible... Et les groupes qui s'intéressèrent aux activités d'exportation étaient des commerçants et des propriétaires fonciers aux revenus très élevés et des hauts fonctionnaires de la couronne et de l'église. Ces secteurs de la population... formèrent le marché colonial domestique et furent la source d'une accumulation du capital..."

./.

Le deuxième chapitre est consacré à la structure agraire (mode de production agricole). D'abord, il étudie le cas du Mexique au XVI^e siècle. Dans ce pays, "il y eut une première phase qui est celle de l'esclavage des indigènes qui dura de 1520 à 1533. Ensuite, l'esclavage fut remplacé par l'incommendia qui fut un système de travail où les indigènes étaient obligés à fournir du travail et un tribut aux concessionnaires." Ce système disparaît à son tour car deux grandes épidémies survenues au Mexique vont réduire la force de travail disponible et par conséquent faire baisser le rendement dans les mines d'une part, et, entraîner une hausse des prix des produits agricoles. "On assista alors à un transfert de capital du secteur minier au secteur agricole au moment même où la dépopulation affaiblissait la concurrence de petits cultivateurs indigènes. C'est ainsi que se développa après 1580, comme forme dominante, le domaine rural (la *hacienda mexicaine* en même temps que le pénage (service du journalier agricole asservi, qui ne fut appelé féodal que longtemps après)." Ainsi, la spéculation des produits agricoles a permis aux grands propriétaires fonciers de s'enrichir davantage et, par conséquent, a provoqué une division plus grande entre les classes sociales puisque les uns, grands propriétaires fonciers, continuent à s'enrichir, et les autres, classes du peuple, à s'appauvrir davantage. C'est dans cette atmosphère de spéculation, de crises, qu'éclata "la révolution qui fera de la nouvelle Espagne, dix ans après, un pays indépendant." Mais, cette indépendance, "fut conquise sous le drapeau du plan de Iguala préconisé par les propriétaires fonciers eux-mêmes et leur porte-drapeau ITURBIDE."

GUNDER FRANK signale que ce même type de mode de production et de croissance de la grande propriété foncière sera observé à la même époque dans la plupart des pays d'Amérique Latine. Pour le cas précis de Cuba, le développement de la production sucrière a permis la concentration de la terre entre quelques propriétaires en expropriant les petits cultivateurs de tabac. "Il est logique que les terres à tabac eussent été occupées tout d'abord. Elles sont fertiles, elles sont naturellement arrosées, elles sont suffisamment défrichées pour que l'on puisse y procéder immédiatement à la culture de la canne et elles possèdent les bois nécessaires à nourrir les feux, elles se trouvent bien situées, en des chemins tracés qui les unissent au port d'embarcation. Et les producteurs en devenant dirigeants accélèrent la transition de l'économie cubaine vers le capitalisme." GUNDER FRANK conclut : "C'est ainsi que commença le procès historique de développement du sous-développement à Cuba - changement de la forme de dépendance, transformation de la structure de l'économie et des classes, nouvelle politique de la bourgeoisie."

Dès ce moment, la grande propriété foncière va dominer dans toute l'Amérique Latine. L'une des conséquences les plus immédiates, c'est que : "les terres valaient chaque jour plus (à cause de la spéculation sur l'achat des terres) et le travail moins. Les pauvres sentaient toujours plus leur misère, à mesure que les propriétaires fonciers s'enrichissaient. L'organisation capitaliste en venait donc à être le moyen le plus efficace d'augmenter l'esclavage et la misère du peuple et l'inégalité régnante entre pauvres et riches puisque les uns et les autres l'étaient chaque jour davantage."

Pour bien montrer combien l'agriculture mexicaine est orientée aujourd'hui encore vers l'étranger, malgré la révolution et la réforme agraire bourgeois, GUNDER FRANK cite lui-même un autre auteur R. STAVENHAGEN : "on peut clairement apprécier l'impact de la demande étrangère par les chiffres suivants : en 1940, la valeur de la production de l'agriculture et de l'élevage représentait environ 10,3 % des exportations totales, tandis qu'en 1945 cette proportion avoisine 21 %. Ce que nous venons de dire, implique qu'à partir d'alors, la croissance

des activités de l'agriculture et de l'élevage, mais surtout de l'agriculture, sera conditionnée à titre majeur par les conditions prévalant sur le marché étranger et non sur le marché domestique. Comme il est logique, cela entraîne le fait que les terres les meilleures - les terres irriguées - les crédits et les dépenses s'orientent vers ce type d'agriculture, tandis que le pays manque de maïs, de haricots, de graisses végétales et d'autres produits que l'on doit importer, ce qui crée des marchés noirs qui sont à l'origine de bien des fortunes."

INDEPENDANCE 1810 - 1820

Constatant les changements d'ordre économique, politique et social intervenus du fait de l'intégration des pays latino-américains dans le système capitaliste, GUNDER FRANK examine la conjoncture de l'époque.

Sur le plan international, "les guerres napoléoniennes affaiblirent substantiellement les relations entre les colonies américaines et les métropoles espagnole et portugaise, occupées par les armées françaises." Mais, il semblerait que ce facteur n'est que conjoncturel et que les origines de l'indépendance remontent assez loin comme l'écrit l'auteur. "Dès la destruction de l'armada par les Anglais en 1588, et la colonisation économique ainsi que la désindustrialisation du Portugal par une série de traités commerciaux qui atteignirent leur plein effet dans le traité de MATHUEN en 1703, la Grande-Bretagne, avait virtuellement éliminé les pays ibériques de la participation au développement capitaliste mondial. (procès que devait exprimer en 1817 l'exemple fameux de l'échange de textiles anglais, un produit industriel, contre du vin portugais, un produit agricole. C'est par cet exemple, que RICARDO (1771-1823) prétendit justifier l'exploitation d'un pays par un autre, en fonction d'une loi prétendument naturelle, d'avantages comparatifs)."

Quant à la conjoncture interne de l'Amérique Latine, GUNDER FRANK cite lui-même l'historien Luis VITALE pour qui "la cause essentielle de la révolution de 1810 fut l'existence d'une classe sociale dont les intérêts se heurtèrent au système de domination imposé par la métropole. Cette classe fut la bourgeoisie créole ... qui contrôlait les principales sources de richesse, tandis que le gouvernement était aux mains des représentants de la monarchie espagnole. Cette contradiction entre le pouvoir économique, contrôlé par la bourgeoisie créole, et le pouvoir politique, monopolisé par les Espagnols, fut le moteur qui permit le procès révolutionnaire de 1812." Cette citation montre clairement le but de la bourgeoisie créole, qui est celui de toutes les bourgeoisies, à savoir le désir d'augmenter ses profits. Mais, dans le cas précis d'Amérique Latine, la bourgeoisie créole s'affronte au régime colonial et c'est ce qui explique non seulement sa participation à la guerre de libération, mais que cette lutte était dirigée par cette bourgeoisie comme le montrent les exemples suivants : "En Argentine les créoles SAAVEDRA, CASTELLI, PUYREDON étaient des propriétaires fonciers, au Paraguay par des planteurs de tabac tels que YEDROS et le Général CABANAS ; en Uruguay par les gros éleveurs et les gros commerçants, au Venezuela les chefs les plus éminents MIRANDA et BOLIVAR étaient fils de gros propriétaires fonciers."

./.

Ce chapitre commence par une citation du Chancelier Britannique en 1824 qui illustre parfaitement l'état de dépendance de l'Amérique Latine. "L'Amérique Ispanique est libre, et, si nous menons bien nos affaires, elle sera anglaise." Quant à GUIZOT, il rend compte devant la Chambre française de l'existence de deux grands partis en Amérique Latine: le parti européen (bourgeoisie compradore) et le parti américain (bourgeoisie nationale). Comme le souligne GUNDER FRANK, ces deux partis vont se livrer une lutte pendant cinquante ans pour le contrôle de l'Etat et par conséquent pour la mise en place de l'une ou l'autre politique. Le parti européen voudrait consolider davantage les relations de dépendance déjà existantes et affermir ainsi "la politique bourgeoise d'exportation des produits de l'agriculture et de l'élevage." Sur le plan idéologique, cette bourgeoisie compradore qui représentait le parti européen était attirée par la civilisation "européenne".

Quant au parti américain, (bourgeoisie nationale), représenté par "des provinciaux qui voulaient protéger leur industrie contre la concurrence ruineuse qu'impliquait la politique européenne des exportateurs."

L'un des rares pays d'Amérique Latine où elle a plus ou moins réussi c'est le Paraguay et l'auteur écrit sur ce pays : "en isolant leur pays non pas de toutes relations, mais de la dépendance étrangère, les gouvernements du Dr. FRANCIA et de ses successeurs les LOPEZ, réussirent un développement de style bonapartiste ou bismarckien... ils construisirent une voie ferrée à capital national, ils développèrent les industries nationales, embauchant des techniciens, mais ne permettant pas des investissements étrangers. Ils établirent un enseignement primaire, contrôlé et gratuit, éliminant presque l'analphabétisme. Qui plus est, ils exproprièrent les gros propriétaires fonciers et commerçants, à l'avantage du régime le plus populaire de l'Amérique Latine, grâce à l'appui des indigènes Guarani." Mais, quand cette expérience Paraguayenne allait être reprise par d'autres pays latino-américains, elle se "heurta aux ambitions du parti européen et la guerre de la triple alliance... vainquit la nation paraguayenne et décima jusqu'aux 6/7ème de sa population masculine. Ensuite, le Paraguay s'ouvrit aussi à la civilisation."

L'exemple paraguayen va se retrouver dans d'autres pays d'Amérique Latine où des luttes vont se mener entre le parti européen "libre échangiste", et le parti américain "nationaliste et protectionniste". La défaite de ce dernier aura pour conséquence : "une politique de classe qui consistait en un développement des exportations qui a baissé le prix extérieur" en fonction des intérêts de la bourgeoisie productrice et exportatrice, "concentrant la distribution du revenu en peu de mains, restreignait le marché domestique, décourageait la production industrielle nationale, augmentait ainsi toujours plus la dépendance. Autant dire que cette politique de classe de la bourgeoisie était aussi une politique de sous-développement."

LA REFORME LIBERALE

Sans nier l'influence idéologique ou culturelle qu'exerçait la Métropole sur les pays latino-américains, les idées libérales nées en Europe des révolutions de 1848, ne prirent forme, selon l'hypothèse de GUNDER FRANK, "qu'après une augmentation sensible de la production et des exportations de café, de sucre, de viande".

.1.

de grains, de coton et d'étain. Suivant le cas, chacun de ces mono-produits primaires représentant à peu près plus de 50 % du total des exportations du pays, fortifiant donc le pouvoir économique et politique des libéraux et leur permettant d'imposer leur politique en même temps qu'augmenter l'intérêt qu'ils avaient à le faire." Plusieurs cas, sont étudiés pour démontrer cette thèse :

L'Argentine

"On pourrait éventuellement identifier le libéralisme à partir de 1862, avec le gouvernement MITRE, mais la véritable domination libérale ne commença que lorsque le pays eut été unifié sous l'hégémonie de la bourgeoisie de BUENO AIRES après 1880, à l'époque de ROCA et plus encore, après 1899, à l'époque de PELLEGRINO. La forte croissance des exportations avait à peine commencée en 1860 et s'était accélérée après 1870 et 1880."

Le Brésil

Pour le Brésil, "le début du libéralisme a commencé après l'abolition de l'esclavage et l'instauration de la République en 1888 et 1889 qui coïncida avec la croissance des exportations de café et l'agrandissement de SAO-PAULO, dans la décennie de 1880 et 1890."

En Amérique Centrale : "l'augmentation de la production de café au Guatemala commença en 1856. En 1875, c'était déjà le premier produit d'exportation. La révolution libérale s'y fit en 1871 - 1873."

COSTA RICA

"Le café était devenu le premier produit d'exportation avant 1860. La dictature libérale commença en 1868 et dura jusqu'en 1867."

LE PEROU

"Au Pérou, une réforme libérale, associée à CASTILLO et apparemment liée à la production de guano et de coton, commença au cours de la décennie de 1860, mais fut coupé cours par la guerre du pacifique au cours de la décennie suivante."

LA COLOMBIE

"Le libéralisme se rattache clairement à la croissance de la production de café, mais ne parvient pas à imposer sa prédominance comme dans d'autres pays."

LE MEXIQUE

"La réforme libérale de COMONFORT et de BENITO SUAREZ, en 1857, semble avoir été précédée par une hausse des prix agricoles, à partir de 1851 et, à partir de 1849-1851 par une croissance des exportations. Mais, il faudrait peut être situer le véritable Etat libéral mexicain sous le gouvernement de Porfirio DIAZ au cours duquel s'impose à l'attention le "bornage" de terres en "friches" en faveur d'intérêts liés à la pénétration impérialiste croissante."

La conséquence de cette réforme libérale sont de deux sortes :

./.

1) sur le plan économique, c'est la spécialisation de ces pays dans la "monoproduction pour le marché extérieur et au marché national qui fut lié, comme aux temps coloniaux, au secteur minier d'exportation." C'est à partir de ce moment que la pénétration impérialiste, de plus en plus croissante, put se faire, car les capitaux étrangers impérialistes purent s'investir librement.

2) sur le plan politique, de l'aggravation de l'exploitation vont naître des luttes de classes qui vont menacer le régime, et, pour faire face à ces conflits, les libéraux seront amenés "à imposer une politique répressive et même une dictature militaire afin d'agrandir et de servir leurs propres intérêts économiques".

L'IMPERIALISME

L'auteur analyse cette période comme étant celle qui correspond "aux nouvelles formes de maniement des capitaux, aussi bien dans la Métropole qu'en Amérique Latine, où les libéraux avaient concentré la terre en peu de mains, créant ainsi une grande force oisive de travail agricole, et favorisant des gouvernements qui dépendaient de la Métropole et qui, désormais, ouvriraient les portes de leur pays, non seulement au commerce, mais aux nouvelles formes d'investissement du capital impérialiste, lequel prenait vite avantage de cette situation."

Ces nouveaux investissements provenant du "capital privé et public" seront orientés vers "l'expansion de l'infrastructure", notamment les voies ferrées pour faciliter le transport des matières premières et les produits agricoles d'exportation. C'est ainsi "qu'au Chili, elle donnait accès aux mines de nitrate et de cuivre qui devaient devenir les principales fournisseuses du monde, au Brésil, aux plantations de café dont le grain suffisait à presque toute la consommation du globe. Il en fut ainsi partout." Pourtant, dans bien des cas, l'impérialisme arrive à s'emparer de plusieurs entreprises sans apporter aucun capital. GUNDER FRANK cite lui-même un autre écrivain argentain J. IRASOUSTA qui explique ce phénomène. "En 1877, on commença à céder des entreprises nationales à des compagnies étrangères. Le premier cas, type ou modèle des opérations postérieures, fut la vente de la Compagnie des Consommateurs de Gaz de BUENO AIRES (qui fut vendue à la BUENO AIRES GAS COMPANY Ltd) aussi bien que la convention qu'elle avait signée avec la municipalité de la capitale argentine et cela sans qu'un centime eut été déboursé. Le paiement se fit de la manière suivante : la société anglaise fit imprimer des actions aux titres en anglais, d'une valeur égale au capital de la Compagnie de Consommateurs, plus un paquet d'actions de 5 000 livres pour le capital de roulement (car même ce capital faisait défaut) et les émit quand elle prit possession de l'entreprise qu'elle achetait si commodément. Le seul capital britannique investit fut le papier et l'impression des chiffres remis aux actionnaires de la Compagnie BUENO AIRES qui avait été cédée plutôt que vendue à la firme sise à Londres."

Plus loin, GUNDER FRANK explique comment l'impérialisme s'est consolidé en Amérique Latine : d'une part par l'intermédiaire de l'Etat et, d'autre part grâce aux appuis de la bourgeoisie. "Aujourd'hui, 80 vingts après, une

bonne partie de ce schéma d'exportation-importation subsiste encore, soit parce que la voie ferrée est encore orientée dans ce sens, soit surtout parce que le développement urbain, économique et politique orienté vers la Métropole - développement que l'impérialisme engendra au XIX^e siècle en Amérique Latine - donna naissance à des intérêts de classe qui, s'appuyant sur la Métropole, maintinrent et étendirent le développement du sous-développement latino-américain au cours du XX^e siècle."

NATIONALISME BOURGEOIS

"La première guerre mondiale interrompit les relations entre les économies dépendantes d'Amérique Latine et le capital et commerce extérieur aussi bien que les autres connexions qui les reliaient à la Métropole." Cette interruption va permettre aux pays latino-américains de "promouvoir le développement industriel surtout pour les articles de marché domestique de biens de consommation."

Mais, comme le fait remarquer GUNDER FRANK, "à peine la guerre fut-elle terminée, que l'industrie métropolitaine, maintenant surtout Nord-américaine, pénétra précisément dans ces régions et secteurs, tels que ceux des fabricants de biens de consommation de Buno-Aires et São Paulo, que les Latino-américains venaient d'orienter vers l'industrialisation. Dans la suite, grâce à leur pouvoir financier, technologique et politique, les gigantesques sociétés américaines et britanniques y déplacèrent et même remplacèrent l'industrie latino-américaine, c'est-à-dire la dénationalisèrent."

Plus tard, la crise du système capitaliste survenue en 1929, la récession (recul, régression des ventes, de la production des investissements) de 1937, la deuxième guerre mondiale et enfin la période "reconstruction dans les pays européens" qui dura jusqu'aux années 1950 vont affaiblir de nouveau les liens de dépendance et permettre la relance de l'économie latino-américaine. Cette relance des activités économiques ne se fera pas cette fois en direction de la métropole, va modifier le schéma politique dans la plupart des pays d'Amérique Latine, surtout au niveau du pouvoir. En effet, la diminution des importations dues à "la dépression des années 30" va réduire le rôle "des anciennes classes exportatrices, commerciales, et productrices.", qui, jusqu'à ce jour, détenaient pratiquement à elles seules tout le pouvoir seront amenées à le partager avec la bourgeoisie industrielle.

Plusieurs cas seront étudiés, notamment celui de l'Argentine où l'auteur souligne : "notre thèse générale se confirme, semble-t-il, à savoir que le rapport colonial paraît former et transformer la structure de classe, particulièrement, que le populisme, l'industrialisme et le nationalisme bourgeois des années 1930-40-50 naissent à un moment très spécifique. Le fameux pacte ROCCA RUNCINAM conclu en mai 1933, assura l'exportation en Angleterre de viandes réfrigérées, produits par la grande bourgeoisie du littoral ou plutôt de la province Buno-Aires liée aux frigorifiques, aux intérêts financiers et aux propriétaires de pâturages d'hiver pour l'élevage et l'engraissement du bétail et ont exclu entièrement l'exportation de viandes congelées, produites dans les provinces par des entrepreneurs plus petits et plus faibles." L'exemple Argentin, fait apparaître des "antagonismes" entre les éleveurs petits et moyens qui produisaient de la viande congelée dont l'exportation a été limitée par l'accord ROCCA RUNCINAM et la grande bourgeoisie rurale et industrielle.

.1.

Le Mexique

C'est après la révolution de 1910 que les lois sur la réforme agraire furent décidées par décret du 6 janvier 1916. Mais, comme le souligne GUNDER FRANK, "la réforme agraire et la nationalisation du pétrole ne furent décidées qu'en 1934 et 1950, sous la présidence de LAZARO CARRENAS ; l'année de la répartition majeure des terres fut 1937 et celui de la nationalisation 1938. L'industrialisation commença au cours de ces années et ne prit vraiment son essor qu'en 1940." Ainsi, donc, au Mexique aussi, semble-t-il, ce furent les conséquences nationales de la dépression des années 1930 et de la guerre des années 40 qui donnèrent l'impulsion et permirent le libre cours du réformisme et du nationalisme bourgeois. Pour bien montrer le rôle joué par la grande dépression, GUNDER FRANK cite lui-même un autre auteur qui écrit : "Entre 1930 et 1932, le produit national brut déclina verticalement. En trois ans, la production minière fonda jusqu'à des niveaux comparables à ceux que l'on avait observé en 1907 ... Le volume des exportations se réduisit à un tiers et leur valeur diminua de plus de 45 % ... entre 1929 et 1932 l'emploi dans les mines se réduisit d'une moitié. Le pays traversait non seulement une crise économique sévère, mais aussi une crise politique."

Citons ensuite un autre auteur à propos des nationalisations, ce dernier l'interprète : "à notre avis, les raisons de l'expropriation du pétrole furent fondamentalement les deux suivantes : - 1) tout de suite après la crise de 1929 ... une cause essentielle en fut la débilité de l'impérialisme. - 2) à l'autre bout de la chaîne, ce furent les ouvriers du pétrole ... au cours des années qui précédèrent 1938, le nombre de grèves enregistrées fut vraiment impressionnant; d'où l'on vient à penser que ce furent justement les ouvriers qui obligèrent à prendre cette mesure importante et dangereuse ... Cette expropriation fut un des éléments qui rendront possible le développement de l'agriculture nationale et qui agiront peut être dans une mesure plus grande encore en d'autres secteurs de l'économie nationale". Mais, pour bien cerner la phase d'industrialisation du Mexique, GUNDER FRANK fait siem:du résumé d'ALONSO AGUILAR, en d'autres termes "les chiffres relatifs à l'investissement net, paraîtraient montrer que le décollage véritable vers le développement se produisit au Mexique dans les années 1940, quand, brièvement, l'accumulation de capitaux se fit à un rythme sans précédent sous l'influence favorable des réformes sociales et institutionnelles, menée à bien au cours des 15 dernières années et, surtout, de 1935 à 1940 et des conditions créées par la seconde guerre mondiale qui délivrèrent pour un moment notre pays d'une grande partie de la concurrence ruineuse que lui faisaient les grandes puissances industrielles et du prélèvement chronique de ressources qui s'opérait par le moyen des investissements étrangers et le commerce extérieur."

La Colombie

Pour la Colombie, les mêmes phénomènes seront observés. C'est ainsi que "de 1931 à 1934, la capacité de paiements étrangers de la Colombie se réduisit d'une moitié par rapport au niveau des années immédiatement antérieures à la crise. Les importations tombèrent dans une même proportion".

Les mécanismes par lesquels la Colombie passa du semi-colonialisme au néo-colonialisme, à l'occasion de la crise de 1930 sont décrits par M. ARRUPLA "1) la crise provoque une réduction soudaine des disponibilités en devises. 2) le marché national de produits manufacturés ne fut plus approvisionné par l'industrie étrangère. 3) Ce marché était relativement vaste vu qu'un secteur important de Colombiens travaillait pour l'exportation à titre de petits propriétaires.

.1.

4) Les termes de dépendance semi-coloniales du pays avaient permis une accumulation de capital aux mains des nationaux. - 5) Beaucoup de capitaux perdirent leur terrain d'opération traditionnelle à la suite de la contraction du commerce extérieur à savoir le café contre les biens de consommation étrangers. 6) La coïncidence d'un marché national abandonné par l'industrie étrangère et de l'accumulation de capitaux aux mains des nationaux, capitaux momentanément sans emploi, engendra l'industrie nationale, basée sur l'échange néo-colonial de café pour des biens de production étrangers".

La conclusion de ce chapitre apparaît sous la plume de GUNDER FRANK quand il dit : "comment donc apprécier les réformes et la politique de développement domestique que certaines bourgeoisies d'Amérique Latine entreprirent dans les années 30 et 40 ? A première vue, il pourrait paraître qu'elles atteignaient réellement le point de décollage vers le développement qu'on leur a souvent attribué ... Toutefois, sans devoir ni pouvoir méconnaître le progrès que l'Amérique Latine fit à ces époques là, l'histoire nous enseigne que, dans les limites de la dépendance néo-coloniale du capitalisme mondial, ce progrès eut aussi sa contre-partie nécessaire dans le développement du lumpen-développement en Amérique Latine et, plus encore, comme nous essayerons de le démontrer dans cet essai, que la politique même de développement de la lumpen-bourgeoisie fut l'instrument efficace d'une dépendance croissante et du sous-développement lui-même."

NEO-IMPERIALISME et NEO-DEPENDANCE

Pour analyser le nouvel impérialisme et par conséquent cette nouvelle dépendance de l'Amérique Latine par rapport à la métropole, GUNDER FRANK va utiliser les données fournies par la commission économique des Nations Unies pour l'Amérique Latine (C.E.P.A.L.) !

En effet, la reprise économique de la métropole, après les années de 1950, va donner un coup de frein au début de développement qui a commencé durant la crise. Ce coup d'arrêt va se traduire par une baisse dans la production dans l'agriculture et surtout industrielle, et le taux de revenu national par tête déclina de 4,8 en 1945-49 à 1,2 en 1963-66.

Pour ce qui concerne le mouvement des capitaux, l'auteur constate que "la réintégration de l'Amérique Latine dans le développement impérialiste a provoqué une telle décapitalisation en faveur de l'étranger que même la bourgeoisie native pousse des hauts cris et tente de faire pression sur son associé principal dans l'exploitation des peuples pour se faire concéder un traitement meilleur dans la répartition des profits correspondants." A l'appui de sa thèse, il cite une affirmation orale de GABRIEL VALDES Ministre des Affaires Etrangères du Chili adressée à NIXON le 12 juin 1969, qui déclare "on croit généralement que notre continent reçoit une aide réelle en matière financière. Les chiffres démontrent le contraire. Nous pouvons affirmer que l'Amérique Latine contribue à financer le développement des Etats-Unis et autres nations industrielles. Ce que les investissements privés ont signifié et signifient pour l'Amérique Latine, c'est que les sommes qui en sont retirées sont plusieurs fois supérieures à celles qu'on y investit. Notre capital potentiel s'apauvrit."

.1.

La validité de cette affirmation apparaît dans les chiffres calculés par la C.E.P.A.L. qui montrent "que le financement étranger net et qui comprend des réinvestissements des profits retenus en Amérique Latine qui fut de 10,3 en moyenne des investissements bruts pour 1955-59 est tombé à 4,3 % pour 1965-66. Quand aux sorties, elles augmentèrent de 18,4 % pour 1950-54 pour atteindre 36,1 % en 1965-66." Plus loin, GUNDER FRANK cite un autre économiste MAGDOF qui écrit "le Ministère du Commerce des Etats-Unis calcule que les mouvements de capitaux au compte des investissements privés entre 1950-65 sont : des Etats-Unis vers l'Amérique Latine de 3,8 milliards de dollars et de l'Amérique Latine vers les Etats-Unis de 11,3 milliards de dollars. Ce qui laisse, comme l'indique le Ministre VALDES, un mouvement de capital net de la pauvre Amérique Latine aux riches Etats-Unis de 7,5 milliards de dollars."

Mais, pour bien saisir les énormes profits que tirent les Etats-Unis de l'Amérique Latine, FRANK rapporte une information de M. F.G. DONNER P.D.G. de la G.M.C. (General Motors Company) qui dit : "à la fin de 1950, la valeur du capital travail net et des biens fixes de la General Motors outre-mer atteignaient 184 millions de dollars. A la fin de 1965, ces investissements avaient augmenté et atteint 1,1 milliard de dollars ou environ six fois le montant de 1950. Nous obtîmes cette expansion presque entièrement à l'aide de ressources financières créées par les opérations outre-mer de la General Motors et par des emprunts locaux que des profits locaux pouvaient repayer. En conséquence, ... nos filiales outre-mer remirent aux Etats-Unis environ 2/3 de leurs profits."

Ces différents exemples montrent la part réduite de la participation de la Métropole aux financements dans les pays d'Amérique Latine, tout en choisissant, quand elle veut bien le faire, le secteur qu'elle voudrait contrôler comme le montre le cas colombien. "les sources de fonds principales des sociétés colombiennes privées, sont pour ce qui est du capital, les actionnaires et les banques colombiens, qui, dans un cas, avaient souscrit les 2/3 dudit capital, à savoir la société financière internationale et des investisseurs étrangers. Les sociétés financières privées peuvent, en outre, émettre des bons et accepter des dépôts... Ces sociétés ont été une source principale pour financer le secteur des entreprises industrielles en Colombie, mais, par là même ont contribué à associer les entreprises étrangères aux firmes locales dont l'établissement d'entreprises importantes dans le domaine de la pétrochimie, des engrâis, des emballages de produits alimentaires, de fibres synthétiques et autres. Il n'est pas superflu d'observer que c'est là précisément, et peut être non par hasard, le domaine qui est généralement le plus contrôlé par le capital impérialiste, et, particulièrement, par son super monopole mondial du pétrole."

L'orientation de cette politique de financement vers certains secteurs a eu des conséquences néfastes. Pour illustrer cela, GUNDER FRANK cite Raoul PREBISCH, ancien directeur de la C.E.P.A.L. "ce qui se passa dans l'industrie automobile est plein d'enseignements. Non seulement, divers pays essayèrent de faire la même chose, mais il y eut une prolifération sans précédent d'usines anti-économiques dans un même pays. Il suffira de mentionner que, outre l'Argentine et le Brésil, pays qui disposent actuellement d'une fabrication proprement dite, il y a quatre pays de plus : la Colombie, le Mexique, le Chili, et le Venezuela qui entretiennent des usines d'assemblage, de véhicules et sont en voie de se lancer dans leur fabrication. Le marché total d'Amérique Latine pour des voitures de tourisme, estimé à peu près à 300 000 unités annuelles, devrait être divisé en un nombre de quasi quarante fabricants actuels et potentiels, en même temps que chacun des principaux fabricants européens, livre au marché 250 000 à 500 000 unités annuelles."

En ce qui concerne la répartition des revenus, l'inégalité est très frappante, comme le montrent les chiffres ci-après : "suivant les estimations faites pour 1965, 20 % ne reçoivent que 3 % de tout le revenu, soit une moyenne de 60 dollars par an (au prix de 1960). Les 50 % les plus pauvres, soit la moitié de la population reçoivent 13 % du revenu, soit une moyenne plus ou moins de 100 dollars par an (Saint Salvador et Brésil : 15 à 20 centimes de dollar par jour). D'autre part, les 20 % les plus riches de la population reçoivent 63 % du revenu national. Les 5 % les plus riches d'entre eux reçoivent 33 %, soit la moitié de ce revenu. Le 1 % le plus riche de toute la population reçoit plus de la moitié de cette proportion, soit 17 % du revenu national."

<u>Population-</u>	<u>Richesse</u>
20 %	63 %
80 %	37 %

L'effet que produit cette forme de distribution et que la grande majorité de la population dispose d'un pouvoir d'achat très faible est par conséquent ne "peut évidemment pas acheter des biens de consommation durables". Donc, seule la tranche représentant les 5 % les plus riches peut non seulement accéder à ces biens, mais s'offrir "des articles de luxe, des logements et des voyages à l'étranger".

Cette politique qui favorise le développement du sous-développement et qui se traduit par une extrême misère pour les masses et une extrême richesse pour la bourgeoisie, entraîne les conséquences suivantes :

- Sur le plan international : "les contradictions issues de ce nouveau caractère de dépendance, s'aggravent toujours davantage parce que ce rapport de dépendance implique comme le montrent les données du mouvement des capitaux que la métropole y apporte toujours moins tandis qu'elle en retire toujours plus."

- Sur le plan national : "les contradictions s'aggravent par suite du degré d'exploitation croissant que le peuple subit de la désarticulation accélérée des divers secteurs de l'économie nationale dont le secteur moderne tend à devenir une succursale métropolitaine, comme le furent les enclaves de jadis."

ALTERNATIVES ET CHOIX

Ce dernier chapitre, pose le problème du choix et des alternatives possibles qui s'offrent aujourd'hui pour l'Amérique Latine. GUNDER FRANK présente d'abord les thèses d'HELIO JAGUARIBE qu'il définit comme étant "un idéologue nationaliste qui aspire à la direction idéologique du "militarisme nationaliste" latino-américain". En effet, pour ce dernier, le choix consiste dans les trois alternatives suivantes : " - dépendance - révolution - autonomie." Il rejette les deux premières pour la simple raison que la forme de dépendance actuelle n'est pas possible. Quant à la seconde, l'alternative révolutionnaire, elle est "intrinsèquement instable, et placera l'Amérique Latine dans un contexte de

conflits internationaux qui ne paraissent pas comporter de solution d'équilibre durable, tant que ne se crée pas un nouvel ordre mondial."

Reste "l'alternative d'autonomie" pour laquelle il milite, mais qui ne peut se réaliser comme il le dit que "si se produisent des changements dans les situations de pouvoirs des pays clefs d'Amérique Latine, particulièrement au Brésil, en Argentine, et au Mexique." Clarifiant sa position sur la nature de changement, il affirme que "le dispositif clef de transformation du régime du pouvoir en Amérique Latine ne peut être que celui qui le détient présentement : les forces armées. Les cadres que l'on doit mobiliser sont donc les groupes progressistes, nationalistes et non corrompus que l'on trouve parmi les officiers."

GUNDER FRANK dénonce cette alternative "d'autonomie" en s'appuyant entre autres sur l'exemple péruvien. En effet, depuis que le Général VELASCO s'est emparé du pouvoir à la tête de ses chars en 1968, le Pérou n'a guère subi de profonds changements. Comme l'écrit GUNDER FRANK, "bien que le gouvernement péruvien ait exproprié la I.P.C. (International Petroleum Company de la Standard Oil) ce qu'avait déjà exigé son prédecesseur, le gouvernement réformiste civil, ce même gouvernement "nationaliste" permit à l'I.P.C. de retirer du pays plus d'argent et de valeurs négociables que ce que valaient les installations expropriées. Il livra des concessions plus importantes à d'autres entreprises étrangères de pétrole. Il acheta des actions majoritaires dans l'entreprise péruvienne de la I.T.T. (International Telephone and Telegraph Company des Etats-Unis) lui permettant d'investir, à son tour, la majeure partie du paiement dans un grand hôtel de luxe de sa filiale, les hôtels Sheraton. Il négocia un emprunt de 80 millions de dollars auprès de la B.I.D. (Banque Interaméricaine de Développement) l'un des instruments impérialistes connu pour pomper les épargnes d'Amérique Latine vers les Etats-Unis. Il livra d'énormes concessions à la Southern Peru Copper Corporation (Société sud-péruvienne de cuivre) pour qu'elle investisse près de 300 millions de dollars afin d'augmenter la production de cuivre péruvien." "Quant à la réforme agraire, six mois après son début, elle se heurte déjà aux limitations que lui oppose la structure de classes présente et la lumpen-bourgeoisié d'une société dépendante."

GUNDER FRANK ne se contente pas de dénoncer ces alternatives pseudo-nationalistes, mais stigmatise aussi l'action de certains partis "révolutionnaires" quand il dit : "et on ne peut que qualifier de trahison des intérêts populaires l'accueil et l'appui opportun (ou faut-il en dire plus ?) qu'apportent à une semblable stratégie certains partis qui se donnent à eux-mêmes des titres de "révolutionnaires", au Pérou et dans les pays voisins. Dans des circonstances telles que celle du Pérou actuel, (fin 1969, "l'entrisme et le scissionnisme" semblent mettre les révolutionnaires locaux au défi d'éviter les charybde ou les Scylla, c'est-à-dire soit d'être neutralisés et ou éliminés par la suite de leur appui inconditionnel au gouvernement - comme le fit le Parti Communiste Indonésien - soit d'être isolé des masses, pour avoir rejeté les réformes progressives et populaires comme ce fut le cas de la gauche dans l'Argentine de Peron."

Quant à GUNDER FRANK, ce qu'il préconise en de telles circonstances, les révolutionnaires semblent devoir affronter, entre autres, la pratique révolutionnaire difficile qui consiste à appuyer les réformes vraiment progressistes populaires et à organiser les masses pour radicaliser le procès révolutionnaire (pour l'instant pas très loin) que les circonstances le permettent, tout en maintenant et même en développant à la fois l'indépendance d'action des partis, des cadres et des masses révolutionnaires en face du gouvernement réformiste."

Toutefois, pour lui, "la seule et véritable stratégie du développement, ne peut être réalisée qu'avec la révolution armée et la construction du socialisme."